



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 60 - Décembre 2017

La République de Moldavie, un pays entre deux mondes

Lorsque nous avons lancé le « Projet pompiers » OVR, en été 2011, nous étions loin de nous imaginer le succès qu'il allait connaître par la suite ! Nous voulions simplement répondre à des besoins que nous voyions devenir de plus en plus pressants dans les communes rurales, suite aux restructurations administratives de la Roumanie. La réponse financière des communes, prises individuellement, était tout simplement impossible dans le domaine des situations d'urgence. L'engagement financier de nos associations, prises individuellement, vis-à-vis de leur partenaire était tout aussi utopique, à quelques très rares exceptions près. C'est ainsi qu'est née l'idée de la création des « centres régionaux » SVSU, regroupant plusieurs villages et/ou communes, ainsi que des détachements dépendant d'un centre SVSU (Service Volontaire pour les Situations d'Urgence).

Il n'est pas question ici de faire un bilan de cette action, mais de comprendre pourquoi ce projet a connu un tel développement. Outre l'engagement sur le terrain et la collaboration entre les pom-

piers suisses et roumains, il faut relever, en Roumanie, la très bonne relation avec les pompiers professionnels de l'IGSU (Inspectorat Général pour les Situations d'Urgence) et, en Suisse, la qualité et la quantité du matériel récolté. Le financement obtenu dans le cadre du programme « Fonds pour les partenariats » de la Contribution suisse à l'élargissement, de 2013 à 2016, y a aussi largement contribué.

Mais cette année a également vu l'élargissement du projet par la nouvelle forme de « partenariat de collaboration » entre OVR-Suisse et une localité non-membre d'OVR. Et, dans ce contexte, la ville de Orhei a été la première localité à pouvoir en bénéficier... non pas en Roumanie, mais bien en République de Moldavie. Ce numéro de la revue est donc essentiellement consacré à ce nouveau pas qui vient d'être franchi et aux circonstances qui l'ont favorisé.

La découverte de la République de Moldavie, pour ceux qui ne la connaissent pas, réserve(ra) bien des surprises. Ce pays, *coincé* entre deux mondes, a de la peine à sortir de la complexité et des ambiguïtés liées à sa situation géopolitique et culturelle. Il est essentiel de bien en comprendre la réalité dans ses différentes composantes, pour s'insérer au mieux dans ce tissu social et économique, en tenant compte de la dimension socio-politique.

La réalisation de ce premier « Projet pompiers » a été confrontée à cette réalité, différente de celle de la Roumanie, dans ses contacts avec les représentants du « Service de la Protection civile et des Situations exceptionnelles », l'équivalent de l'IGSU, ainsi que ceux du *raion*, la structure administrative correspondant au *județ* roumain.

Le choix de Orhei s'est fait tout naturellement par le biais de l'association « Entr-Aides », membre d'OVR-CH, qui mène depuis des années des actions en Europe orientale, et particulièrement en République de Moldavie et en Roumanie. Le coordinateur des projets explique l'esprit qui les anime depuis 10 ans et les motivations qui l'ont amené à collaborer à la réalisation de ce premier « Projet pompiers » en Moldavie.

Quel sera l'avenir du projet en République de Moldavie? Il est trop tôt pour le dire. Mais il serait bien échu qu'il n'y ait pas de suite, là comme en Roumanie, tant les besoins sont grands.

Hubert ROSSEL

Sommaire

- Edito

La République de Moldavie, un pays entre deux mondes

- Découvrons la République de Moldavie

Un pays entre deux mondes

- Nouvelle vie en Moldavie ?

La dimension géopolitique

- « Projet pompiers » OVR en République de Moldavie

Une nouvelle aventure

- L'association « Entr-Aides »

10 années d'entraide...

- Commission « Santé »

Activités et réflexions

- L'abandon scolaire

Réaction de Mme Violeta Barbu

- Nouvelles de Roumanie

Textes : Mmes & MM. Violeta BARBU, Christiane BÉGUIN, Julia BEURQ, Cédric BONNEBAULT, Pascal PRAZ, Mihaela RODINA, Vera & Hubert ROSSEL

Photos : Christiane BÉGUIN, Philippe BORNET, Pierre LEBACQ, Association Entr-Aides, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Moldavie>

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

Dossier spécial

Découvrons la République de Moldavie

Un pays entre deux mondes

Une complexité liée à des ambiguïtés et à des compromis

La République de Moldavie (Moldova) est devenue indépendante à la chute de l'URSS, en 1991. Elle constitue, en fait, l'ancienne Bessarabie, comprise entre le cours du Dniestr et du Prut, à l'époque où elle était liée à l'actuelle Moldavie roumaine, entre 1918 et 1945. Héritière aussi de l'ancienne RSS de Moldavie, elle descendait alors jusqu'à la mer Noire et englobait le Budjak (qui en est le nom turc), la zone comprise entre le delta du Danube et le *liman*⁽¹⁾ du Dniestr, jusqu'à ce que Staline rattache cette bande de terre à l'Ukraine, à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, pour lui permettre d'avoir un accès au delta du Danube.

La Transnistrie – la zone au-delà du Dniestr – ne faisait pas partie de l'ancienne Moldavie. Elle a formé une région à part, entre le Dniestr et le Bug, séparée de l'Ukraine de 1941 à 1944, avant d'y être rattachée, à l'époque soviétique, après la Seconde Guerre mondiale. Il y a, dès lors, une région appelée Transnistrie en Ukraine, tout comme il y a une région appelée Moldavie en Roumanie. Ces appellations dépassent donc les frontières de l'actuelle République de Moldavie.

Des rectifications de frontières ont eu lieu à plusieurs reprises avec les pays voisins, certaines étant toujours en discussion actuellement. Ainsi, avec la Roumanie, il y a un projet d'échange territorial entre la zone comprise entre la route qui passe au sud de Palanca et la frontière ukrainienne, au nord-ouest du liman du Dniestr, contre un élargissement de l'accès au Danube du port de Giurgiulești, à l'extrême sud du pays. En effet, d'un côté, si la frontière moldave s'arrête à quelque 2 km du liman du Dniestr – qui est donc entièrement en territoire ukrainien –, la route de liaison entre le sud et le nord du liman traverse la Moldavie sur 7,5 km ! De l'autre, le port de Giurgiulești aimerait pouvoir développer son installation, qui s'étend sur 1,5 km le long du Prut et du Danube, dont 500 mètres à l'est du confluent, contre la frontière ukrainienne.

La proposition d'échange territorial remonte à 1997 ; elle a fait l'objet d'un protocole additionnel en 2001, mais il n'a jamais été mis en application, à cause d'un contentieux historique sur le statut du lieu-dit « Rîpa de la Mîndrești », appartenant *de facto* à la ville ukrainienne de Reni, mais *de jure* à la commune moldave de Giurgiulești. Il n'y a donc toujours pas eu l'échange

des deux territoires entre la Moldavie et l'Ukraine : le port de Giurgiulești reste coincé sur son kilomètre et demi de rives fluviales, au sud, et les Ukrainiens continuent toujours d'avoir un double contrôle frontalier à 7,5 km d'intervalle, au sud-est de la Moldavie, en faisant la jonction entre Reni et Odessa...

Ces différents cas sont révélateurs des ambiguïtés de langage et des difficultés pratiques, ainsi que des contentieux que le gouvernement moldave doit gérer. Mais ce n'est probablement pas le pire, quand on regarde la situation conflictuelle qui touche la Transnistrie, officiellement reconnue comme Région autonome – de même que la Région autonome de Gagaouzie (nous en parlerons plus loin) –, mais qui, en fait, s'est autoproclamée « République Moldave du Dniestr ». Le Dniestr/Nistru ne sert d'ailleurs pas de démarcation effective partout, puisque le gouvernement moldave gère des parties du raion (district) de Dubăsari, à l'est du fleuve, et que la ville de Bender/Tighina, ainsi que des parties des raions de Căușeni et de Aneni, sont administrées par la Transnistrie, bien que situées à l'ouest du fleuve... Nouvelles divergences entre des territoires appartenant *de jure* à la Moldavie, mais administrées *de facto* par la Transnistrie, ou l'inverse dans le cas de Dubăsari.

A cheval sur deux mondes culturels différents

Les frontières changeantes au cours du dernier siècle n'ont pas favorisé la cohésion de la population de ce pays de 33 851 km², un peu plus des trois quarts de la Suisse, pour 3,5 millions d'habitants. Ce sont des terres de rencontre entre Russes, Ukrainiens, Bulgares et Gagaouzes, mais aussi des terres de conflits qui persistent encore aujourd'hui : soit pour des questions de langues, d'alphabet, de développement sociétal et économique, ou de vision géopolitique et stratégique. Obligés de parler le russe et d'utiliser l'alphabet cyrillique du temps de l'Empire russe (avant 1914) et de l'Union soviétique (de 1918 à 1991), d'écrire le moldave (qui est, en fait, une variété dialectale du roumain) en caractères cyrilliques à l'époque de l'URSS, les Moldaves ont de la peine à faire cohabiter deux mondes culturels différents, y compris au niveau pyramidal de la structure administrative de la société⁽²⁾. Les yeux des Moldaves sont tournés vers l'Ouest, tant pour l'adhésion souhaitée à l'Union européenne (UE), voire même à l'OTAN, alors que ceux des habitants de la Transnistrie sont tournés vers l'Est et les différentes associations politico-économiques

⁽¹⁾ « Liman » est le nom spécifique donné aux lagunes se trouvant sur les côtes occidentales et septentrionales de la mer Noire. Lorsqu'elles sont situées à l'embouchure des fleuves, elles sont formées d'eau saumâtre.

⁽²⁾ Les membres de l'association qui ont acheminé un camion pompiers dans le pays ont pu se frotter à cette réalité au cours de leurs contacts avec les différentes autorités !...

pilotées par la Russie, ainsi que vers la défense stratégique de Moscou (il existe toujours une base militaire à Tiraspol). Les troupes russes de la XIV^e armée auraient dû quitter le pays en 2002, mais sont toujours sur place, « en cours d'évacuation » !

Ces différences de perception expliquent le double nom de la capitale (Chişinău et Kichinev), mais elles ont aussi conduit à l'éclatement de la Moldavie : la séparation de la Transnistrie du reste du pays, qui s'est auto-proclamée République indépendante en 1991 sous le nom de « Republica Moldovenească Nistreană », avec Tiraspol comme capitale. Mais cette bande de terre de quelque 5000 km² n'est pas reconnue par la communauté internationale, ni même par la Russie. Elle n'est reconnue que par les autorités de Moldavie comme région autonome, sous le nom de « Unitatea teritorială autonomă din Sfînga Nistrului » ou, de façon encore plus restrictive, de « Unitățile administrativ-teritoriale din Sfînga Nistrului ». Toujours cette même ambiguïté ! Même la question religieuse sépare les populations, alors qu'ils sont tous orthodoxes (tout au moins pour ceux qui professent une religion) : les Moldaves de l'ouest du Dniestr ont demandé leur rattachement au patriarcat de Bucarest, alors que les populations de l'est du Dniestr veulent rester attachées au patriarcat de Moscou.



Un statut d'autonomie interne a aussi été accordé à une population turcophone qui se trouve dans le sud du pays : les Gagaouzes. Appelée par eux-mêmes « Gök-Oğuz », le territoire de l'« Unitatea teritorială autonomă Găgăuzia » est formé de 4 enclaves, divisées en 3 « dolays », (districts, l'équivalent des « raion » en Moldavie et en Transnistrie). Cette population de langue altaïque – alors que tous les autres parlent des langues indo-européennes – est arrivée dans la région au début du XIX^e s., après être passée par la Bulgarie, alors encore dans l'Empire ottoman. La région autonome de Gagaouzie, dont la capitale est Comrat, regroupe près des deux-tiers des Gagaouzes répartis en différents isolats en Ukraine, Turquie, Russie et Kazakhstan. Bien que d'origine turque, cette branche n'a jamais été islamisée et est passée directement de l'animisme initial au christianisme orthodoxe.

main » est leur langue maternelle et non le moldave. Ce qui complique encore plus l'interprétation des résultats...

Recensement de 2004 ⁽³⁾	Moldavie	%	Transnistrie	%	Total / Moldavie	%
Autochtones, se déclarant :	2 638 125	77.97	177 888	32.03	2 815 760	71.48
- Moldaves : 69.62 %						
- Roumains : 1.86 %						
Ukrainiens	282 406	8.34	160 069	28.82	442 475	11.23
Russes	201 218	5.95	168 678	30.37	369 896	9.39
Gagaouzes	147 500	4.36	4 096	0.74	151 596	3.85
Bulgares	65 662	1.94	13 858	2.49	79 520	2.02
Roms	12 271	0.36	507	0.09	12 778	0.32
Autres	36 150	1.07	30 251	5.45	66 401	1.69
TOTAL	3 338 332	100	55 347	100	3 898 679	100

Tableau 1 – Dernier recensement de la population en 2004, selon les résultats officiels fournis par la République de Moldavie

⁽³⁾ https://ro.wikipedia.org/wiki/Republica_Moldova et la note 98 donnant les rezultatele oficiale ale recensământului din Republica Moldova, consulté le 23 octobre 2017. Nous n'entrons pas en matière sur la controverse qui existe pour savoir si les Moldaves et les Roumains forment ou non le même groupe ethnique. Mais des enquêtes et des études ont montré que près de 20 % de ceux qui s'identifient eux-mêmes comme Moldaves, déclarent que le « rou-

Une économie fort cahotante et vulnérable

La nature a doté la Moldavie de bonnes terres alluvionnaires qui permettent une agriculture intensive. Faut-il utiliser le présent, le passé composé ou le conditionnel ? Ces sols riches et argileux, formés d'une terre noire riche en humus appelée *tchernoziom*, ont longtemps assuré des récoltes prospères, lorsque les sovkhoses (fermes d'Etat) et les kolkhozes (coopératives) de l'époque soviétique produisaient du raisin, du blé et autres céréales qui étaient exportés vers Moscou. Mais actuellement de nombreuses terres sont en friches, ou sous-exploitées, à cause des conditions de production et/ou de commercialisation. Vu la situation géopolitique, la Russie a plusieurs fois boycotté les produits agricoles et les vins moldaves, alors que le pays a parfois de la peine à exporter vers l'Ouest, étant non membre de l'Union européenne, même après avoir signé un accord de libre-échange avec elle. Actuellement, de nombreux sols sont laissés à l'abandon et les cultivateurs vivent essentiellement en auto-consommation sur leurs lopins de terre. Les sols se sont fort dégradés parce qu'ils n'ont pas été entretenus et la reconversion est difficile, surtout si on veut maintenir des productions non contaminées par des engrais et des pesticides de synthèse.



Pierre Lebaocq

Cultures dans la région de Orheiul Vechi, le long de la rive rocheuse du Răut

Le pays est grossièrement divisé en deux grandes zones de production. Au nord de Chişinău, on trouve essentiellement des terres de grande culture – avec des céréales, des betteraves sucrières et des tournesols –, associées à de l'élevage. Au sud, les cultures spéciales sont généralisées, telles que les vergers, le tabac ou l'horticulture, ainsi que des vignobles prédominant surtout dans les régions proches du Dniestr. L'agriculture regroupe quelque 30 % de la population active, mais ne constitue que 14 % du PIB du pays.

Le secteur industriel est assez faible, lui aussi, et est surtout très mal réparti dans l'ensemble du pays. Tous les grands centres industriels créés durant la période soviétique ont été

Secteurs d'activité (4)	% population active			% PIB		
	I	II	III	I	II	III
Moldavie						
2009	40	16	44	18	15	67
2016	30	12	58	14	21	65
Bulgarie						
2009	8	35	57	9	31	60
2016	7	30	63	6	28	66
Roumanie						
2009	32	30	38	10	38	52
2016	25	30	45	3	36	60

Tableau 2 – Evolution des secteurs d'activité durant les 8 dernières années et comparaison avec les pays voisins

concentrés dans la zone du fleuve Dniestr et, à l'exception de celui de la capitale et de Bălţi, se trouvent maintenant dans la Région autonome/République auto-proclamée de la Transnistrie, avec Rîbniţa et Tiraspol, ou dans la zone à l'ouest du fleuve – dépendant donc de la Moldavie –, mais administrée par la Transnistrie pour le cas de Tighina/Bender. C'est dire si la production est vulnérable et irrégulière, toujours pour les mêmes raisons géopolitiques ! A cela s'ajoute la dépendance énergétique de l'étranger, car le pays ne produit que 10 % de ses besoins. Bon an, mal an, ce secteur regroupe approximativement 12 % de la population active, mais ne participe qu'à hauteur de 21 % au PIB du pays.

Le régime séparatiste de la Transnistrie freine considérablement le développement économique du pays et l'absence de débouché maritime sur le Dniestr handicape les possibilités de développement commercial. Nous avons fait allusion, plus haut, à cette situation particulière et aux difficultés rencontrées par la Moldavie dans ses discussions avec l'Ukraine, pour élargir la façade fluviale de son accès au Danube, au port de Giurgiuleşti.

C'est pourtant le secteur tertiaire qui regroupe l'essentiel de la population du pays, avec 58 % de la population active ; il constitue 65 % du PIB, alimenté surtout par le secteur marchand. Le volume des échanges commerciaux est très faible

2016 (5)	Inflation (%)	Importations (mio \$)	Exportations (mio \$)	Bal. Comm. (mio \$)	Bal. courante (mio \$)
Moldavie	5.06	5 317	2 340	- 2 977	- 639
Bulgarie	- 1.6	34 783	29 299	- 5 484	513
Roumanie	1.08	77 773	69 739	- 8 034	- 908

Tableau 3 – Taux d'inflation, commerce extérieur et balance courante, plus représentative de la bonne santé économique d'un pays que la simple balance commerciale. Pour faire simple, une balance courante positive permet de rembourser ses dettes ; une balance négative oblige généralement à faire des emprunts

(4) Pour l'année 2009 : *Atlaséco 2010*, Le Nouvel Observateur, Paris, 2009. Pour l'année 2016 : *Moniteur du commerce international*, <http://www.lemoci.com/fiche-pays/moldavie/>, consulté le 21 octobre 2017.

(5) BONIFACE Pascal (dir.), *L'année stratégique 2017*, Armand Colin, Paris, 2016.

et est constitué de produits sans grande valeur ajoutée, pour les exportations (fruits, légumes, textiles, machines électriques), et de produits de première nécessité, pour les importations (pétrole, gaz naturel, machines, biens d'équipement et produits pharmaceutiques). De plus, la balance commerciale de la Moldavie est structurellement déficitaire. Le reste du secteur marchand, avec les transports et les activités financières, pourvoit à l'approvisionnement de ce secteur d'activités, alors que les « services » rendus aux particuliers, tels la fonction publique, l'enseignement, la santé et les différents domaines sociaux, participent plus à la croissance du pourcentage de la population qui s'en occupe qu'à sa plus-value économique. Et c'est un euphémisme de s'exprimer ainsi, tant les situations scolaire, sanitaire et sociale sont précaires.

Il est très difficile d'obtenir des chiffres fiables, car les différentes sources consultées donnent des valeurs assez différentes, voire contradictoires. Quels qu'ils soient, ces chiffres permettent quand même d'avoir un ordre de grandeur et de pouvoir comparer la situation générale du pays avec celle de la Roumanie et de la Bulgarie, qui servent souvent de point de référence. Un coup d'œil aux tableaux annexés permet de se faire une idée plus précise.

Des conditions de vie pénibles pour la population

La Moldavie est généralement considérée comme le pays le plus pauvre de l'Europe. Elle arrive au 107^e rang dans l'indice de développement humain (IDH), alors que la Roumanie et la Bulgarie se placent respectivement aux 50^e et 56^e rangs. Cet indice, créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), tient compte de la santé et de l'espérance de vie à la naissance, du niveau d'éducation et du niveau de vie – basé lui-même sur le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PIB/hab PPA), pour permettre des comparaisons pertinentes.

(6) BONIFACE Pascal (dir.), *L'année stratégique 2017*, Armand Colin, Paris, 2016. Pour l'IDH 2016 du PNUD: <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/hdr/2016-human-development-report.html>, (21 octobre 2017).

Paramètres de développement (6)	IDH 2016	Natalité (‰)	Mortalité (‰)	Mort. Inf. (‰)	Espérance de vie Hommes	Espérance de vie Femmes	Médecins (pr 1000 hab.)	Budget Santé (% PIB)	Budget Education (% PIB)	Internet (pr 1000 hab.)	Mobiles (pr 100 hab.)
Moldavie	0.699 107e	10.73	11.31	13.08	67.4	75.7	2.98	5.3	8.35	46.6	108
Bulgarie	0.794 56e	9.4	15.1	9.3	70.8	77.7	3.87	4.61	3.67	55.5	137.7
Roumanie	0.800 50e	9.2	12.7	9.7	71.2	78.3	2.45	4.47	2.99	54.1	105.9

Tableau 5 – Quelques paramètres du développement : l'indice de développement humain du PNUD, les taux de natalité, mortalité et mortalité infantile, l'espérance de vie des hommes et des femmes, les budgets de la Santé et de l'Education par rapport au PIB de chaque pays, le nombre d'internautes pour 1000 habitants et le nombre de téléphones mobiles pour 100 habitants

Revenus & croissance (5)	PIB/hab. (\$)	PIB/hab. (\$)	PIB/hab. PPA (\$)	Croiss. ann. moy. 2006-2015 (%)
Moldavie	7 944	2 233.72	4 982.64	3.43
Bulgarie	55 735	7 715.32	16 617.97	1.58
Roumanie	199 044	9 996.69	19 401.35	1.94

Tableau 4 – Produit intérieur brut, produit intérieur brut par habitant, produit intérieur brut à parité de pouvoir d'achat et croissance annuelle moyenne calculée sur 10 ans

Cet indice montre que la Moldavie a un pouvoir d'achat correspondant au tiers de celui de la Bulgarie et au quart de celui de la Roumanie.

Les différents paramètres de la qualité de vie, tels que les taux de natalité, de mortalité et de mortalité infantile, montrent une espérance de vie légèrement inférieure en Moldavie par rapport à ses deux voisins, le nombre de médecins pour mille habitants étant légèrement supérieur à celui de la Roumanie. Il faut dire que le budget consacré à la santé, calculé par rapport au PIB du pays, est aussi proportionnellement supérieur à celui de ses voisins.

La structure de la population est fort semblable dans les trois pays : la pyramide des âges montre une proportion similaire des jeunes, mais une différence plus marquée pour la population âgée qui est nettement plus faible. La conséquence en est une population active proportionnellement plus importante en Moldavie – près des trois-quarts –, alors qu'elle n'est que des deux-tiers en Roumanie et en Bulgarie.

Structure population 2016 (5)	Superficie (km2)	Population (hab.)	Densité (hab./km2)	Population urbaine (%)	- 15 ans (%)	+ 65 ans (%)	Pop. active (%)
Moldavie	33 851	3 556 400	124	45	15.79	9.89	74.32
Bulgarie	110 879	7 223 938	66.3	73.9	13.98	19.73	66.29
Roumanie	238 391	19 910 995	85.4	54.6	15.58	16.92	67.5

Tableau 6 – Structure de la population et superficie des pays comparés

Encore faut-il trouver des emplois dans le pays... Car les chiffres ne sont pas toujours représentatifs de la réalité de la situation au niveau du vécu quotidien de la population. Les occidentaux connaissant bien la Roumanie, qui entrent dans le pays pour la première fois, ont l'impression de retrouver la Roumanie d'il y a 20-25 ans. La pauvreté est omniprésente,



Pierre Lebacqz

Conditions de vie représentatives de la majorité de la population rurale vivant en auto-alimentation et en quasi autarcie

surtout dans les milieux ruraux, où réside plus de la moitié de la population. On considère généralement que le tiers de la population du pays vit sous le seuil de la pauvreté. En moyenne, la moitié des dépenses des ménages sont consacrées à l'alimentation, jusqu'à 70 % dans les ménages pauvres. Si on ajoute les charges du logement et l'achat de vêtements, en gros 25 %, on constate qu'il ne reste pas grand chose pour les soins médicaux et la santé... sans oublier la part des dépenses pour les boissons alcoolisées et le tabac, quand on connaît la réalité de ces pays. Et – phénomène nouveau depuis quelques années – l'engouement pour les téléphones mobiles et les connexions Internet (cf. tableau 5).

Ces observations doivent être nuancées selon qu'on réside en ville ou à la campagne, car la part de l'auto-consommation dans les milieux ruraux a une incidence sur la structure des dépenses. En effet, si le panier non-alimentaire représente un peu moins de la moitié des dépenses dans le milieu urbain, il tombe au tiers du minimum vital dans le milieu rural, malgré l'auto-consommation !

Un exode massif

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que beaucoup de Moldaves grossissent le nombre de ceux qui essaient de trouver du travail à l'étranger. Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), l'exode rural touche pratiquement le tiers de la population active. Toutes les régions du pays sont concernées, tant les milieux ruraux que les milieux urbains ; les roumanophones se tournent vers l'Union européenne, surtout depuis que des accords ont facilité leur entrée temporaire pour une période de trois mois ; les russophones de Transnistrie regardent plutôt vers la Russie. On estime que les transferts

d'argent de ces travailleurs migrants fournissent le quart du PIB du pays. Quand un salaire mensuel de 1000 euros à l'étranger permet de gagner autant qu'un enseignant en sept mois de cours dans le pays...

Mais cet exode massif n'est pas sans incidence sur la structure familiale de ceux qui restent au pays. Combien de familles ne sont-elles constituées que de grands-parents qui s'occupent de leurs petits-enfants, les parents étant à l'étranger pour gagner l'argent nécessaire à la survie de la cellule familiale... Quand ce ne sont pas les aînés des enfants qui doivent s'occuper des plus jeunes, étant amenés à assumer des responsabilités pour lesquelles ils ne sont pas préparés. Des drames familiaux en puissance, qui ne peuvent bien souvent pas être pris en charge par des organismes sociaux, eux-mêmes souvent déficients.

Une autre préoccupation majeure des Moldaves est celle de la corruption et du népotisme. Elle a empiré ces dernières années, et a aussi alimenté l'exode des forces vives du pays. Le classement fait par l'organisation *Transparency International* place la Moldavie au 125^e rang des 176 pays passés en revue, loin derrière la Bulgarie (41^e) et la Roumanie (48^e)⁽⁷⁾. Les jeunes, surtout, ont de la peine à pouvoir se projeter dans le futur d'un pays où la corruption vient s'ajouter aux salaires et au niveau de vie particulièrement bas. Ils ont encore tous en mémoire le scandale bancaire marqué par la disparition, en 2015, d'un milliard de dollars ! Un fameux pourcentage du PIB dont le pays aurait bien besoin (cf. tableau 4)...

Un des seuls éléments qui permet aux plus optimistes de rester en Moldavie est celui de la croissance annuelle du pays, calculée sur les dix dernières années ; il est de l'ordre de 3,5 %, soit le double de celle de la Bulgarie et près de deux fois celle de la Roumanie. Cela apportera-t-il du baume au cœur de ceux qui partent faire des études à l'étranger et cela les incitera-t-il à revenir dans le pays, une fois leurs études terminées ? A mettre en regard de cette remarque faite par une jeune Moldave sur le départ : « Nous aimons notre pays, mais il nous déçoit un peu plus chaque jour »⁽⁸⁾.

Hubert ROSSEL

⁽⁷⁾ Transparency International, *Indice de corruption*, https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016, consulté le 23 octobre 2017.

⁽⁸⁾ TALLÈS Olivier, « La Moldavie, une terre qui se vide », *La Croix*, Paris, 8 juin 2017.



Nouvelle vie en Moldavie ?

La dimension géopolitique

Pour compléter l'article de la découverte générale du pays, il nous a semblé intéressant de présenter les conséquences liées à la situation politique nouvelle, suite à l'élection du nouveau président en novembre de l'année passée. Il ne s'agit pas d'une approche politicienne, mais bien de l'analyse d'une réorientation géopolitique possible de ce pays, « coincé » entre la Russie et l'Union européenne.

Vous trouverez, ci-dessous, deux articles tirés de *Regard*, la revue francophone de Roumanie, qui, dans son numéro 77 (15 décembre 2016 - 15 mars 2017, pp. 79-81), analysent la situation existante et son impact sur les populations du pays, ainsi que le point de vue de Roumains sur la question. Nous remercions son directeur, Laurent Couderc, de toujours nous permettre la reprise des articles de la revue qui suscitent notre intérêt.

La Rédaction

Mi-novembre [en 2016, ndlr], la république de Moldavie s'est dotée d'un nouveau président, le socialiste Igor Dodon, qui a promis de tourner le pays vers la Russie et d'annuler l'accord d'association avec l'Union européenne. Tiendra-t-il parole ? Le parcours européen de la Moldavie est-il menacé ? Et quels ont été les ressorts de son élection ?

Après une campagne entre pro-Européens et pro-Russes, c'est Igor Dodon, le russophile, qui l'a emporté. Même si sa rivale Maia Sandu a obtenu un score remarquable – vu les moyens financiers limités dont elle a disposé et les attaques lancées par ses adversaires à son encontre –, les Moldaves ont voté majoritairement pour celui qui ne cache pas sa sympathie vis-à-vis de l'homme fort de Moscou, Vladimir Poutine.

Pour l'historien Armand Gosu, le choix de M. Dodon s'explique par un mélange de « nostalgie envers l'Union soviétique et désillusion envers le parcours européen » du pays, mais surtout par « le désespoir, qui a atteint en Moldavie des sommets sans égal en Europe. (...) La population est déçue de voir que les progrès enregistrés par leur pays dans ses relations avec l'Union européenne ne se soient pas traduits par une hausse du niveau de vie, ce pays demeurant le plus pauvre d'Europe ». Selon une étude de la Banque mondiale, 41 % des Moldaves vivent avec à peine 5 dollars par jour. « Après sept ans de parcours européen, la Moldavie est au bord de l'effondrement, rongée par la corruption, aux institutions hautement politisées, et dont des milliers de personnes émigrent tous les mois », rappelle M. Gosu.

Selon Nicu Popescu, analyste à l'Institut des études de sécurité de l'Union européenne, la victoire d'Igor Dodon n'est pas une surprise : « Depuis environ trois ans, la popularité des forces de gauche est en hausse », dit-il dans un entretien pour le site Contributors. Pendant la campagne, Igor Dodon, ancien ministre de l'Economie, a notamment promis de dénoncer

l'accord d'association avec l'UE – ou au moins son volet économique – signé par Chișinău il y a deux ans, et d'intégrer la Moldavie dans l'Union douanière formée de la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. « La signature de cet accord a été une énorme erreur. Les indicateurs économiques montrent que la Moldavie en a pâti ; elle a perdu le marché russe sans gagner accès au marché européen », a récemment déclaré M. Dodon aux médias russes. Bien que selon des chiffres officiels, les exportations de produits moldaves ont fortement progressé, s'élevant à 2 milliards d'euros ces deux dernières années, soit plus de 60 % du total.

Quoi qu'il en soit, le nouveau président admet qu'il ne dispose pas des leviers pour annuler cet accord. « Mais je vais convoquer un référendum pour que les Moldaves se prononcent sur cette question », soutient-il. Et d'assurer qu'il gardera sa neutralité. Les experts estiment pour leur part que sans une majorité claire au Parlement, sa marge de manœuvre sera réduite, ses pouvoirs étant limités. « Le vrai changement de pouvoir devrait intervenir dans deux ans, lors des prochaines élections législatives », que les socialistes de M. Dodon pourraient remporter, souligne M. Popescu.

L'analyste Iulian Chifu est en partie du même avis : « Une réorientation stratégique de la Moldavie n'est pas possible tant que le président devra composer avec un parlement et un gouvernement majoritairement pro-européens. » C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Igor Dodon a déjà évoqué son souhait d'organiser des élections anticipées. Mais le choix ne sera pas simple, car si la Moldavie renonçait à l'accord avec l'UE, elle perdrait les avantages qui en découlent, y compris la possibilité pour ses citoyens de voyager dans l'UE sans visa. Cela représenterait un coup dur pour un pays qui survit essentiellement grâce à l'argent envoyé par les Moldaves travaillant à l'étranger – environ un million, soit un tiers de la population.

En outre, ajoute Armand Gosu, « *il est improbable que la Moldavie rejoigne l'union douanière euro-asiatique, qui est une fiction et ne fonctionne que sur le papier* ». Et le nouveau président n'est pas naïf ; Moscou ne va pas l'aider dès lors que la Russie, elle-même en proie à une crise économique, a du mal à soutenir la petite république séparatiste de Transnistrie, dix fois plus petite que la Moldavie (voir l'encart ci-dessous).

« *Je ne crois pas que Dodon veuille risquer de perdre les avantages liés à l'association avec l'UE* », assure Nicu Popescu. Même si la Russie devait lever certaines restrictions et sanctions visant les marchandises moldaves, son marché est trois fois plus petit que le marché européen. « *Un retrait de cet accord équivaldrait pour Dodon à un suicide économique* », assure M. Popescu, estimant que ce dernier tentera probablement d'en renégocier les termes. Le scénario le plus probable : Igor Dodon pourrait freiner les démarches visant une intégration dans l'UE sans toutefois changer de cap à 180 degrés.

Son élection a par ailleurs suscité des questions sur l'attachement des Moldaves à la voie européenne de leur pays. Ces dernières années, la crédibilité du bloc européen a chuté de 70 %, à moins de 50 %. Selon le représentant de l'UE à Chişinău Pirkka Tapiola, cela s'explique par le désenchantement suscité par des gouvernements successifs qui se sont targués d'être pro-Européens mais n'ont pas tenu leurs promesses en termes de réformes et de lutte contre la corruption.

Dans ces conditions, l'UE dispose-t-elle de moyens pour changer la donne ? Selon Armand Gosu, il est un peu tard, Bruxelles « *aurait dû surveiller de plus près les développements politiques en Moldavie* » avant que la situation ne se dégrade... « *Après la découverte, l'année dernière, de la disparition d'un milliard de dollars des comptes de trois grandes banques, la scène politique est entrée dans une impasse dramatique, la monnaie nationale s'est fortement dévaluée, le produit intérieur brut s'est effondré, de même que la confiance dans la classe politique.* » La réaction de Bruxelles face à cette dégringolade ? « *Zéro, s'insurge M. Gosu. L'attitude européenne a renforcé pour une majorité des Moldaves le sentiment que l'Occident a abandonné leur pays aux mains des oligarques. S'étant sentis trahis, ils se sont orientés vers la Russie.* »

Bucarest devra de son côté avancer prudemment dans ses relations avec Chişinău. Le nouveau président a déjà évoqué parmi ses priorités la mise hors la loi des unionistes, la désignation du moldave comme langue officielle (en remplacement du roumain), et la substitution de l'histoire de la Roumanie par celle de la Moldavie dans les écoles. « *La Roumanie doit s'engager au maximum en faveur de la Moldavie, Dodon va probablement lancer des attaques verbales à son encontre sans toutefois qu'on revienne au niveau de propagande anti-roumaine du temps de l'ancien président communiste Vladimir Voronine* », affirme Nicu Popescu.

Pour Armand Gosu, Bucarest devrait éviter les polémiques inutiles avec Igor Dodon et coordonner son aide avec celle versée par l'UE et le Fonds monétaire international, tout en exigeant certaines garanties... « *Tout prêt devrait être conditionné à la mise en place de réformes, notamment dans la justice, la lutte contre la corruption et la dépolitisation des institutions.* »

Mihaela RODINA

Toujours un peu soviétique, mais pas seulement

Tiraspol, capitale de la République moldave de Transnistrie – territoire non reconnu par la communauté internationale – est souvent représentée comme le dernier bastion de l'ancienne Union soviétique. Si la ville s'est modernisée, l'émigration reste continue. (...)

Territoire situé à l'est du fleuve Dniestr et à l'ouest de la frontière ukrainienne, la Transnistrie a connu un mouvement séparatiste intense à la fin des années 1980. Celui-ci a abouti à une déclaration d'indépendance le 2 septembre 1990 et à une guerre civile de deux ans qui s'est terminée par la signature d'un cessez-le-feu entre la république de Moldavie et la Russie, le 21 juillet 1992. La République moldave de Transnistrie (RMT), qui n'est pas reconnue au niveau international, est toujours officiellement sous le contrôle de Chişinău, tout en étant de facto indépendante. Elle a sa propre monnaie (le rouble transnistrien), son propre passeport et ses instances « démocratiques », un gouvernement, un président, un Parlement, etc... Selon la Cour européenne des droits de l'homme, le régime séparatiste de Tiraspol se trouve « sous l'influence décisive de la Russie et survit grâce au soutien militaire, économique, financier et politique offert par celle-ci ».

Depuis octobre 2005, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a initié des discussions en format « 5+2 » entre Tiraspol et Chişinău, l'OSCE, la Russie et l'Ukraine comme médiateurs, l'Union européenne et les États-Unis comme observateurs. Au bout de deux ans d'interruption, les négociations ont repris à Berlin, les 2 et 3 juin derniers [2016, ndlr], sous la présidence allemande de l'OSCE. Les conclusions de cette rencontre sont mitigées. Berlin a poussé la Moldavie à reconnaître les diplômes de l'université de Tiraspol ainsi que les plaques minéralogiques des véhicules transnistriens. Mais pour Chişinău, tout cela équivaut à la reconnaissance implicite de symboles « étatiques » de la Transnistrie. Certains experts moldaves se sont d'ailleurs plaints des pressions exercées par l'OSCE sur la Moldavie. De fait, les négociations piétinent et ce conflit gelé depuis plus de 25 ans s'enlise. Chişinău refuse de reconnaître l'indépendance de la Transnistrie, tandis que Tiraspol plaide pour son indépendance totale et, à terme, un rattachement à la Russie – bien que Moscou ne l'ait pas officiellement proposé. Les experts avancent qu'il existe « un manque crucial de motivation des deux côtés », et qu'après tant d'années, les parties prenantes se sont accommodées de la situation. (...)

Julia BEURQ, *Regard*, N° 77, Bucarest, 15 décembre 2016 - 15 mars 2017, pp. 68, 78.

« Projet pompiers » OVR en République de Moldavie

Une nouvelle aventure

Pour que cette action puisse se dérouler, 3 éléments étaient nécessaires... Tout d'abord la volonté de Francisc et de l'OVR-Roumanie de mener cette action en République de Moldavie, ensuite avoir un camion disponible et, enfin, travailler avec un partenaire de confiance sur place.

Le choix de la région d'Orhei s'est fait tout naturellement puisque, depuis plusieurs années, l'association « Entr-Aides » de Martigny-Croix (membre d'OVR-Suisse) mène des actions à Andrieșeni en Roumanie (IS) et à Orhei en République de Moldavie. Nous avons également choisi cette région car les coordinations française et belge de l'OVR soutiennent le raion moldave de Ungheni et que le Comité de pilotage a trouvé logique de soutenir une autre région du pays.

En Moldavie, c'est à Chișinău que tout se décide... En arrivant avec notre donation et la condition que ce camion soit affecté aux pompiers militaires de la ville d'Orhei, nous avons certainement chamboulé un peu les habitudes... L'acceptation du véhicule a été confirmée par une ordonnance du Ministère moldave concerné et les formalités ont duré quelques mois... Le financement de cette action de solidarité avec la République de Moldavie a été assuré par le Comité de pilotage, l'association Entr-Aides et l'association Nendaz-Gherla. Comme pour nos actions en Roumanie, le bénéficiaire a pris en charge les frais d'acheminement du véhicule et d'hébergement des chauffeurs.

Départ, le 24 juin, de Milano pour làsi du groupe du « Projet pompiers » (Raymonde et Salvatore Conti, Philippe Bornet et Pascal Praz) et les 5 jeunes de l'association Entr-Aides, emmenées par Cédric Bonnebault.

Accueillis par Francisc Giurgiu d'OVR-Roumanie, nous avons également retrouvé Pierre Lebacqz de PVR-Belgique qui s'est joint à nous pour cette aventure. Nous restons à làsi pour quelques jours, alors que les jeunes prennent la route d'Andrieșeni, village OVR partenaire d'Entr-Aides.

Nous profitons de quelques jours à làsi pour visiter cette magnifique région et rendre une visite à la commune d'Andrieșeni qui a bénéficié, l'an passé, d'un camion par le « Projet pompiers » OVR. Le maire d'Andrieșeni nous convie à une excursion à la montagne.

Mardi 27 juin, tout le monde prend la route de la République de Moldavie, où nous sommes accueillis par le pain et le sel au stade de foot de la ville d'Orhei. Les jeunes logent chez des correspondants du même âge, alors que nous logeons – à notre charge évidemment ! – dans un hôtel de la ville.

Le mercredi 28, le groupe de l'association Entr-Aides a débuté la confection des colis et la distribution de matériel, alors que nous avons l'intention de visiter un peu la région. Mais, avec Francisc, nous avons surtout passé la matinée au téléphone pour débloquer le camion pompiers coincé à la douane !...

Partis de Suisse comme nous le samedi 24 juin, Christophe Praz et Michel Gauye ont effectué le trajet sur plusieurs jours, s'arrêtant dans les partenariats pompiers de Gherla et Crucea, avant d'arriver, comme prévu, mercredi matin à la douane Roumanie-Moldavie ; ils y étaient attendus, côté moldave, par le chef de la caserne pompiers de Orhei qui a fait le déplacement pour faciliter les formalités moldaves. Mais voilà ! C'est la



Pierre Lebacqz

Le rite du pain et du sel : cérémonial d'accueil pour les nouveaux venus



Philippe Bornet

Les véhicules à disposition des sapeurs-pompiers de l'unité de Orhei dans la caserne de la ville

La **Direction des Situations d'Urgence de Orhei** dessert 4 « raion » (= districts) : **Orhei, Telenesti, Soldanesti et Rezi-na**, pour une superficie de **3 322 km²**, une population **278 000 habitants**, répartis en **4 villes, 198 villages**, 94 000 maisons, plus de 2800 cibles, 64 stations de carburant pour véhicules et 19 cibles utilisant des produits chimiques dangereux.

La Direction emploie 150 personnes, dont 112 pompiers. Elle se compose de 4 unités de sapeurs-pompiers et secouristes, 2 postes de pompiers et secouristes militaires et 6 postes de pompiers et secouristes de l'administration publique locale (volontaires). Elle est équipée de 22 unités techniques, dont 80 % existent depuis plus de 30 ans.

Raion de ORHEI :

Superficie : 1228,3 km²

Population : 125 000 habitants

Villes : 1

Villages : 74

Maisons : 35 500

Cibles : 1200

Stations de ravitaillement pour véhicules : 34

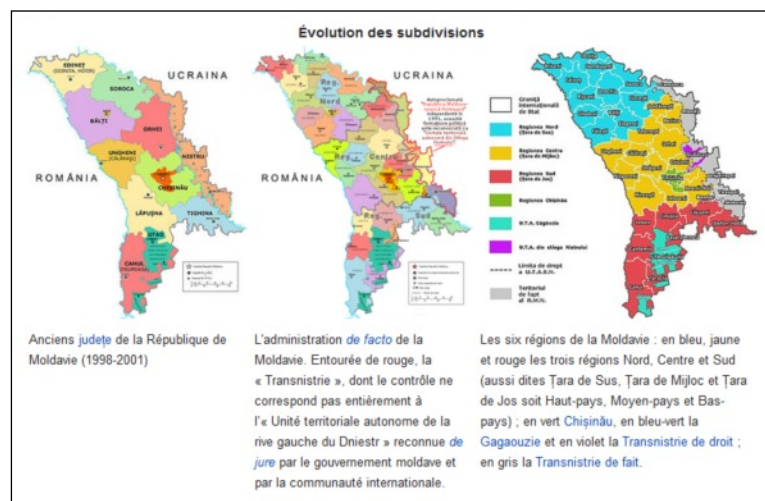
Cibles avec produits chimiques dangereux : 12

Effectifs de la Direction pour le seul district de Orhei : 57 personnes dont 40 pompiers ; 1 unité de pompiers et de secouristes (raion Orhei) et 1 caserne de pompiers et secouristes militaires (village de Susleni) ; ainsi que 7 unités techniques spéciales.

Au cours de l'année 2016, les pompiers ont dû effectuer **1091 interventions**, dont 605 sorties pour le seul raion de Orhei. Grâce à ces actions rapides des pompiers, on a pu sauver 28 personnes et des biens matériels pour une valeur de plus de 7 millions de lei. (*)

Informations transmises par la Direcția Situații Excepționale Orhei.

La carte ci-dessous montre que les 4 raion actuels d'intervention correspondent à l'ancien județ de Orhei, avant les changements administratifs de 2001.



https://fr.wikipedia.org/wiki/Subdivisions_de_la_R%C3%A9publique_de_Moldavie



Pierre Lebacqz

Le nom exact du corps correspondant à l'IGSU est le « Service de la Protection civile et des situations exceptionnelles »

douane roumaine qui a bloqué le camion à la sortie de Roumanie... Est-ce que, comme la douane hongroise à l'époque, ils n'aiment pas voir passer du matériel « sous leur nez », même si, alors, c'est oublier un peu tout ce qui a été fait pour la Roumanie ? Alors que le camion est en transit dans l'Union européenne, venant d'un pays non-membre de l'UE vers un autre pays non-membre, la douane de Iași demande un formulaire qu'on aurait dû faire à la sortie de la Suisse... Encore une nouveauté que les autres pays d'Europe n'ont jamais demandée !... Christophe a dû retourner à la douane de Iași et est passé par plusieurs étapes : retour en Suisse du camion, amende salée, avertissement. A ma demande, l'ambassade de Suisse est intervenue, à haut niveau, afin de débloquent la situation. Je remercie chaleureusement l'équipe de l'Ambassade de Suisse à Bucarest pour son soutien. En effet, grâce à cela, la situation s'est débloquée, après quelques heures d'attente, de l'énergie, du temps et de l'argent perdus. Côté moldave, la douane s'est faite en quelques minutes et le camion est arrivé à Orhei en fin d'après-midi.

La journée du jeudi a été consacrée à une visite des pompiers militaires de la ville d'Orhei qui interviennent dans tout le raion... A cette caserne, nous avons pu constater que notre camion était très attendu et qu'une place lui avait déjà été préparée. Nous avons également pu constater les besoins en équipement. Ensuite Christophe et Michel ont assuré l'instruction sur le camion et la motopompe.

Vendredi matin s'est déroulée la cérémonie de remise du véhicule, au centre de la ville, devant le bâtiment du « Consiliul Raional ». Après les messages de l'Association Entr'Aides Orhei et de Cindy pour le groupe de jeunes, Francisc Giurgiu pour OVR-Roumanie et Pascal Praz pour OVR-Suisse ont

(*) Soit environ RON 1 583 000.-, CHF 395 415.-, € 340 264.-, aux taux de change moyens à fin novembre. (Ndlr)



Philippe Bomet

Les discours officiels et la remise des clés se passent sur la place devant le Conseil du raion de Orhei

remis officiellement le camion à M. Tudor Golub, président du raion d'Orhei. Ce dernier a adressé ses chaleureux remerciements pour ce véhicule. La Suisse était représentée à cette cérémonie par M. Matthias Leicht, du Bureau de coopération suisse à Chişinău (la Suisse ne dispose pas d'ambassade en Moldavie puisque ce pays dépend de l'ambassade de Kiev), qui a également adressé un message aux participants. Pour conclure, le commandant de la caserne de Orhei et le représentant du Service des situations d'urgence (*Serviciul Protecției Civile și Situațiilor Exceptionale*), venu de Chişinău, ont également relevé la satisfaction des services officiels de défense incendie pour ce projet et pour ce véhicule.

Ce camion pompiers s'appelle Raissa... du prénom de la première présidente d'Entr-Aides Orhei, malheureusement décédée quelques mois avant de voir cette action se concrétiser. La remise symbolique des clés du camion par les jeunes du groupe Entr-Aides à M. le Président du raion, à l'Association Entr-Aides Orhei mais aussi au mari de Raissa, M. Dumitru Cucu, a été un moment riche en émotions.



Philippe Bomet

Le groupe des jeunes de l'association Entr-Aides avec le mari de Raissa dont le camion porte le nom

Tandis que les jeunes sont parties distribuer du matériel, les officiels se sont retrouvés pour un moment d'échange dans le bureau du président du raion... La journée s'est terminée par un pique-nique à la montagne, organisé par les pompiers d'Orhei.

Samedi, nous avons découvert la région et visité deux magnifiques monastères, avant de rejoindre Orhei pour notre dernière soirée, avant de prendre l'avion à Chişinău, dimanche matin, et rejoindre la Suisse.

Je veux remercier toutes les personnes qui ont rendu cette action possible : Francis Giurgiu, le coordinateur du séjour ; les 2 chauffeurs, Christophe et Michel ; les responsables de la caserne d'Orhei, le Colonel Dumitru Albu et le Major Vladimir Druta ; Cédric Bonnebault, pour l'Association Entr-Aides en Suisse ; et surtout Sergiu Lisnic, pour Entr-Aides Orhei, qui s'est occupé de nous durant ce séjour.

Pascal PRAZ



Pierre Lebaq

Les jeunes de « Entr-Aides » partent une dernière fois à la rencontre de la population locale



Pierre Lebaq

Une dernière soirée de détente et d'échanges se prépare à Orhei avant le retour

L'association « Entr-Aides »

10 années d'entraide...

2008-2018... l'association « Entr-Aides » va souffler ses 10 ans ! Une décennie qui compte de nombreuses actions, dans les pays de l'Est, et plus particulièrement en Moldavie et en Roumanie.

10 années, et des premiers pas précurseurs en 2006 pour la Roumanie, en un temps où la douane estampillait encore les passeports d'un tampon d'entrée. Une « aventure », en partenariat avec l'association Nendaz-Gherla, pour une équipe de douze jeunes filles qui s'était alors activée pour affréter un camion contenant plus de 9 tonnes de matériel. La Moldavie a suivi, en 2007... pour offrir la découverte d'un pays tout proche, enserré entre Ouest et Est, engoncé dans ses étroites frontières.

La liste des expéditions dans ces pays est longue, quelques incartades en Bulgarie, au Kosovo ou en Ukraine mises à part. L'été 2009 a permis de tester, de manière réduite, l'idée d'acheter du matériel sur place et d'entrer plus en avant dans le principe d'une distribution directement auprès des personnes nécessiteuses. Environ une centaine de personnes – réparties dans deux villages et dans la ville d'Orhei même – ont pu recevoir des produits alimentaires, ainsi que du matériel de soins et d'hygiène.

2010 représente une année importante pour l'action en Moldavie, avec trois projets menés à Pâques, durant l'été, ainsi qu'en octobre. Des contextes différents, des actions et acteurs qui montrent la multiplicité des groupes et projets.

La première action a emmené une vingtaine de jeunes du cycle d'orientation de Bagnes, accompagnés de 5 adultes de l'association Kado's. Sur place, chaque jeune a pu découvrir

sa famille d'accueil, dans le village de Mândrești (raion de Telenesti). Une arrivée particulière, dans le contexte des fêtes de Pâques, l'un des moments les plus forts pour la religion orthodoxe. Confection des lots et distribution aux enfants de 107 familles, sans compter un appui aux personnes nécessiteuses dans la ville. Enfin, point d'orgue et moment « fort » du voyage : la distribution du matériel dans l'hôpital de la ville... La découverte de situations de détresse et de l'état physique (et psychique) de personnes accueillies momentanément dans cette institution. Triste et beau moment à la fois... emplis d'émotions.

Un été « en solitaire », et une opération qui a pu toucher de manière encore plus aiguë l'hôpital et sa section psychiatrique. Pour la première fois, l'étage des femmes est également concerné... Découverte, regards... Du matériel d'hygiène, des habits et un peu d'alimentation. L'une des femmes revient, vêtue de ses nouveaux habits, afin de montrer « qu'elle peut être belle ». Dignité, même et surtout là... La grille se referme, le bruit d'une clé... mais « la rencontre » s'est faite, triste et tendre...

Deux nouveaux villages ont également été touchés, à nouveau avec des relais locaux et en distribuant directement la marchandise aux personnes nécessiteuses. Sur place, les personnes de contact se font un point d'honneur de donner aux familles pauvres : personnes handicapées, veuves, etc. En ville, les assistantes en soins bénévoles sont passées de famille en famille, soit plus de 80 personnes... De quoi soulager les gens... mais également les étonner à chaque fois de recevoir un « cadeau » inattendu.



Pierre Lebacqz

Une des sections de l'hôpital psychiatrique d'Orhei est particulièrement impressionnante



Association Entr-Aides

Les marchandises distribuées aux personnes nécessiteuses sont achetées sur place par les partenaires de l'association

Octobre 2010, enfin, donne l'occasion d'un nouveau partenariat avec Nendaz-Gherla et son président, Pascal Praz. Une action « main dans la main », qui ouvre également un nouvel axe pour Entr-Aides : un projet, et plusieurs pays. Moldavie donc, avec 150 familles touchées dans le village de Cucuruzeni (raion d'Orhei) avec des sacs de denrées chargées en Suisse, 150 lots confectionnés pour les personnes de l'hôpital d'Orhei, et une centaine de personnes seules dans cette même ville. Nouveauté, aussi, dans l'attribution d'une bourse d'étude pour deux étudiantes moldaves, l'une en faculté de Droit à Chişinău, l'autre dans un collège pédagogique.

2011... un été « pas comme les autres » ! Une « première fois », pour Florence Giovannacci et Christine Bruchez, membres fondatrices de l'association. Elles participent à une expédition à l'Est, en compagnie de quatre jeunes filles qui reviennent aux sources. Présentes en Moldavie à Pâques 2010, elles souhaitaient revenir sur leurs traces et revoir leurs correspondantes de l'époque. Chose faite, durant le mois de juillet de cette année... Action en ville, à l'hôpital et – enfin – auprès des personnes nécessiteuses dans « leur » village d'accueil.

Deux pays, à nouveau, pour l'année 2012. La Bulgarie, pour une rencontre avec des collégiens de la ville de Gabrovo puis, surtout, le point de chute des 2 600 kilomètres de route. Une nouvelle « expédition », dans un pays isolé qui – de mon point de vue – s'appauvrit de plus en plus. Pays accroché entre une Europe à ses portes, closes, et « un » Est de moins en moins solidaire de cette ancienne république soviétique. Du matériel scolaire, des produits alimentaires, de soins et d'hygiène... pour toucher environ 150 familles, plus d'une centaine de personnes de l'hôpital d'Orhei (Moldavie)... centre névralgique de nos actions passées, présentes et futures. A chaque fois, dans ce dernier lieu, reste la certitude de « tomber juste »...

Plus à l'Est, encore, dans les confins de l'Ukraine aujourd'hui détruits par la guerre. Juin 2013 marque un voyage de plus de 8 700 km, qui permet de marquer la première année d'existence d'*Entr-Aides Orhei*, créée durant l'été 2012, dans un pays où la tradition associative est peu ancrée. Un aboutissement de cette rencontre vécue en février 2007, lors du premier contact avec Raisa Cucu, enseignante au Collège pédagogique d'Orhei. Grâce à elle, tout comme au lien tissé avec la Bulgarie, ce projet d'aller à la rencontre de Natalia Vinniskaya, à Horlivka (oblast de Donetsk, Ukraine), a fait sens et émergé...

L'été 2014, s'il nous emmène également en Bulgarie et en Moldavie, met surtout en évidence une collaboration qui se posera sur un plus long terme, en lien avec OVR-Suisse et Francisc Giurgiu en Roumanie elle-même. Une première action dans la région de Iaşi, plus particulièrement dans le village d'Andrieşeni, pour finaliser en beauté notre trajet passant par la Bulgarie et la Moldavie. Un accueil fort, dans un village qui rappelle que l'accueil et l'hospitalité restent des traditions bien



Association Entr-Aides

La chaleur humaine s'exprime par la rencontre des personnes âgées et de petits gestes à l'égard des plus esseulées

présentes. Première fois pour les habitants, également, de recevoir sur leur commune des voyageurs venus à leur rencontre, depuis l'étranger.

Constat de l'année précédente : la région de Iaşi reste une « terra incognita » économique, avec de nombreuses familles dans le besoin. Les statistiques rejoignent, sur place, une situation bien réelle : les enfants représentent la population la plus à risque sur le plan de la pauvreté, ainsi que de l'exclusion sociale. La République moldave, quant à elle, demeure le pays européen le plus pauvre, avec plus du quart de la population sous le seuil de pauvreté... L'été 2015 ne comprendra « que » 5 000 km de route, si l'on se réfère aux deux sessions précédentes ; cependant, elle emmènera la nouvelle équipe de jeunes à Andrieşeni, pour une première étape auprès de nos « amis » roumains. A quelques centaines de kilomètres, de l'autre côté du fleuve, la Moldavie ouvrira à nouveau ses bras pour la partie principale du projet... L'hôpital psychiatrique, lieu devenu presque incontournable, tant la situation des « résidents », même à titre temporaire, s'y révèle de plus en plus inquiétante. La ville d'Orhei également, avec son lot de personnes qui, dans les derniers étages des immeubles, peinent à garder un lien avec l'extérieur, car leur situation économique et leur état physique rendent leur existence difficile. Hors de la grande ville, l'équipe aura aussi l'occasion d'apporter un soutien en campagne, auprès de villageois dont la vie au quotidien se péjore progressivement.

« Roumanie-Moldavie » au début de l'été 2017... Andrieşeni a pu profiter du partenariat OVR, qui lie ce village et l'association, pour obtenir un camion de pompiers. Une belle occasion de revenir, avec une troisième équipe, pour un nouvel accueil au sein des familles. Un nouveau projet de distribution de denrées également, porte après porte, pour un temps d'échange. De son côté, la Moldavie reste bien le pays le plus pauvre de l'Europe. Selon l'Organisation Mondiale des Migrations, ce pays se place au 107e rang – sur 188 pays – en termes d'« Indice du développement humain ». A titre d'exemples, la



Association Entr-Aides

Chaque « visite » aux personnes âgées est toujours l'occasion de contacts et d'empathie

premiers contacts, particulièrement avec Raisa Cucu, qui malheureusement n'aura pas eu l'opportunité de souffler les bougies de cette rencontre. Emportée par la maladie au mois de mars, elle restera néanmoins très présente durant cette action.

Grâce à Pascal Praz, l'association Nendaz-Gherla et OVR-Suisse, un camion de pompiers, le premier transmis directement à un service régional, a pu être remis en grandes pompes dans la ville d'Orhei. Une action bien menée, qui a néanmoins permis de se rendre compte que les difficultés d'hier, vécues dans les projets OVR en direction de la Roumanie, sont bien toujours d'actualité dans les problématiques de douane et d'administration. Une belle réussite, à laquelle il faut joindre Francisc Giurgiu... Cette action, conjointe et parallèle au projet des

Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine pointent respectivement aux 50e, 56e et 84e rangs. Un rapport de la DDC (Direction du Développement et de la Coopération suisse), « près de 21 % de la population vit avec moins de 4,3 dollars par jour ». 2007-2017... 10 années depuis les premières expériences et les



Pierre Lebaq

« Photo de famille » devant le siège du Conseil du raion d'Orhei, regroupant les autorités civiles, celles du « Service des situations exceptionnelles » de Moldavie et du Comité de pilotage du « Projet pompiers » OVR-Suisse, ainsi que les jeunes de l'association « Entr-Aides », à côté du mari de Raisa

jeunes, met aussi en lumière l'axe de coopération qui se fait progressivement jour avec ce pays. L'équipe sur place a également pu rentrer plus en avant dans le pays, se confronter à des villages qui n'avaient encore reçu ni visite étrangère, ni encore moins une aide quelconque. Des instants touchants, particulièrement lors de la remise de matériel aux personnes âgées, esseulées, dans un pays d'environ 4 millions d'habitants... dont plus du quart a été cherché fortune ailleurs.

10 années d'entraide, 10 années pour « Entr-Aides »... Neuf jeunes filles vont repartir dans l'aventure, pour 2018, avec le secret espoir que la goutte d'eau soit, même infinie, un peu de sourire et de chaleur humaine à chaque rencontre. Un projet axé sur les villages, dans l'un desquels l'équipe s'intégrera pour un retour aux sources... de l'hospitalité et de la rencontre, au-delà des langues, différences et générations.

Cédric BONNEBAULT
Coordinateur des projets



Philippe Bomet

La Moldavie reste un pays majoritairement rural et les conditions de vie y deviennent de plus en plus difficiles



Pierre Lebaq

Un action conjointe de l'OVR-CH et l'OVR-RO, l'« Association d'Amitié Nendaz-Gherla » et l'association « Entr-Aides »

Commission « Santé »

Activités et réflexions

Petit flash sur les activités en 2017

Depuis le chargement d'un TIR roumain de 93 m³ à Martigny, en février, à destination du Centre diocésain de Iași dans l'est de la Roumanie, beaucoup de matériel divers, souvent du matériel médical auxiliaire, a été récolté.

Le 8 avril, lors de l'Assemblée générale d'OVR-CH à Monthey, le Président de commune de Monthey (parrainage Monthey-Telciu) a entendu notre appel concernant la recherche d'un local pour y stocker le matériel récolté par la commission Santé. Une demande en ce sens a été faite par courrier.

Merci encore à Pia Coppex de l'Association Amitié Nendaz-Gherla pour sa précieuse aide administrative ! En mai, la Commune de Monthey a répondu favorablement à notre appel et propose de nous mettre à disposition gracieusement un local de son patrimoine communal sis sur la parcelle No 3918 au lieu dit « Clos Donroux ».

Le 19 juin 2017, un contrat de prêt à usage, renouvelable d'année en année, a été signé entre OVR-CH et la Société GES-SIMO SA, représentée par M. Patrice Coppex, administrateur-délégué de la Commune de Monthey et gestionnaire du site. Trois badges nominaux y donnant accès nous ont été remis. De plain-pied et d'accès facile pour un TIR, ce local nous offre un volume de stockage correspondant à environ 130 m³ de matériel. Donc plus que peut contenir un semi-remorque de 93 m³.

Le 26 juillet, jour de récupération de matériel et de déménagement du dépôt de Martigny à Monthey, demeure une journée mémorable et éprouvante physiquement parlant. Lever à 5h30, dodo à 23h ! Mais grâce à une super équipe bien motivée, pleine de sympathie, d'adresse et d'amitié, on est arrivé au bout de nos peines.

Le bilan de cette journée nous a impressionnés : 400 km parcourus avec une voiture, 370 km pour le camion et 80 m³ de matériel déplacé, répertorié et stocké dans notre nouveau local.

Un merci tout particulier à nos amis de Bagnes et de St-Légier-La Chiésaz pour leur solide et fidèle coup de main, et à Jean-Pierre Fournier qui répond toujours présent avec son camion pour nous aider à transporter du matériel lourd et volumineux, en particulier les lits à moteur !

Circulant de la vallée de Zermatt à Orsières, en s'arrêtant à Viège, Sierre et Sion, puis au val de Bagnes, le petit camion et/ou la voiture avec remorque se déplacent vers le dépôt avec toutes sortes de matériel (lits, matelas en bon état, tables de nuit, rollators, rehausseurs WC, cannes, cannes anglaises,

baignoire pour personnes handicapées et verticalisateurs (pour lever et déplacer des malades), fauteuils, fauteuils « coque » à roulettes pour personnes polyhandicapées, chaises roulantes, chaises à moteur... etc.

Un cabinet médical, qui a fermé il y a deux ans, permet de récupérer du matériel divers. Triés avec l'aide du Dr Rochat de St-Légier, un lit d'examen, des bureaux, un appareil ophtalmique, un stérilisateur, un petit frigidaire de labo, une balance de bébé, une toise pour enfants, des appareils à glycémie, un échographe (pas récent mais de qualité) ont été amenés au dépôt de Monthey.

En novembre, de Vouvry en passant par St-Légier à Lausanne, le petit camion et la voiture à remorque sont de nouveau sur les routes pour charger lits, matelas, chaises roulantes et petits matériels, et ensuite les décharger au dépôt de Monthey.

Nous espérons charger prochainement une bonne partie de ce matériel sur un TIR à destination d'un hôpital de Roumanie. Si la météo le permet et si nous trouvons un partenaire roumain d'accord de recevoir cette donation et d'en financer le transport. En fin d'année, les communes roumaines n'ont plus trop de finances disponibles pour pouvoir assumer ce genre de dépense. Donc il est probable que le prochain transport aura lieu début 2018.

Tous les donateurs de matériel sont remerciés personnellement par courrier.

La commission Santé OVR-CH remercie chaleureusement tous les bénévoles qui s'impliquent à ses côtés, tant en Suisse qu'en Roumanie, pour que tout se passe bien.



Christiane Béguin

Le matériel rangé dans le dépôt de Monthey attend des affectations précises avant d'être acheminé en Roumanie

Pour rappel : situation de la Santé en Roumanie

Tout ce travail de recherche de matériel et surtout de maintenance prend, plus que jamais, tout son sens au vu de la situation de la Santé en Roumanie.

Pour comprendre ce qui se passe actuellement, il suffit de lire ces informations récentes, relayées par les médias occidentaux mais aussi roumains.

Depuis plusieurs mois, des grèves et des manifestations se succèdent partout dans le pays et surtout dans les grands centres et la capitale « contre le projet du gouvernement de faire payer aux salariés les cotisations sociales de leurs employeurs »⁽¹⁾. Cette mesure devrait être prise afin de compenser le déficit du pays.

Les augmentations reçues, il y a quelques mois, par les fonctionnaires, y compris ceux de la santé publique, seraient plus que ponctionnées par cette nouvelle mesure.

La société civile continue également de manifester contre cet autre « projet du gouvernement de baisser les revenus du personnel médical, déjà trop bas, pour empêcher un exode massif vers le secteur privé ou l'Europe occidentale »⁽¹⁾. Avec un salaire allant de 400 € (généralistes débutants) à 900 € (spécialistes), beaucoup de médecins renoncent à pratiquer dans le secteur public, parce qu'ils ne peuvent accepter les conditions de travail, l'ambiance et surtout les exigences d'un système contraire à leur éthique et leur conception de l'honnêteté. « *Pour exercer dans un bon hôpital, il faut payer et je ne voulais pas* »⁽¹⁾, témoigne un médecin installé en France depuis huit ans et qui préfère garder l'anonymat.

Leur statut social ne cessant d'être dévalorisé, les médecins, bien formés en Roumanie, font profiter l'Europe occidentale de leurs connaissances. Perte sèche pour les finances publiques roumaines !

Une enquête de l'Ambassade de France en Roumanie, datant d'avril 2017, relève que « outre le problème d'accessibilité aux services médicaux, l'émigration des médecins pose aussi un problème en termes d'efficacité d'allocation des finances publiques. L'Etat roumain investit en effet des ressources considérables dans la formation des médecins par les universités publiques qui comptent environ 8 000 diplômés par an [nombre à nuancer au vu des nombreux étudiants occidentaux inscrits en Roumanie pour y acquérir leur diplôme, ndlr], dont les études sont payées par le budget de l'Etat. Le coût de la formation universitaire d'un médecin en Roumanie, en excluant les années d'internat, est estimé à environ 18 000 euros. D'ailleurs,

le nombre d'étudiants en médecine en Roumanie est parmi les plus élevés dans l'Union européenne »⁽²⁾.

Si les médecins roumains sont si bien accueillis en Occident, c'est évidemment que le système n'y est pas aussi harmonieux qu'il n'y paraît, surtout au niveau de la répartition territoriale des praticiens. Le manque récurrent de médecins dans les périphéries et dans les milieux ruraux est à prendre au sérieux en Occident. En Roumanie, c'est le désert total dans certaines régions en ce qui concerne l'accès aux soins.

« Le décompte fait peur : le pays perdrait quatre médecins par jour, selon les dernières statistiques. Depuis son adhésion à l'Union européenne, la Roumanie est le membre qui fournit le plus de praticiens à la France, deuxième destination de prédilection après l'Allemagne. A Paris, l'Ordre des médecins estime que la France compterait 4 174 docteurs roumains »⁽²⁾. Sans parler de la Grande-Bretagne, de la Belgique, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Espagne !

Les conséquences de l'exode des médecins et des praticiens de la santé (infirmiers, sages-femmes, pharmaciens...) sont particulièrement graves : ceux qui restent sont vieillissants et beaucoup ne sont pas remplacés. Dans certains grands centres, le manque de médecins spécialisés (pédiatres, oncologues, gynécologues, chirurgiens...) est dramatique ; à quoi s'ajoute partout, et surtout dans les hôpitaux éloignés des grands centres, le manque flagrant de matériel adéquat, souvent inégalement réparti dans le pays.

Ce problème structurel récurrent continue de s'aggraver et empêche beaucoup de Roumains d'avoir accès à des soins de santé corrects, malgré les réformes déjà entreprises, entre autres au niveau du système des assurances de base et de budgets augmentés.

Soulignons encore que le report de l'organisation des soins de santé sur les budgets des communes n'arrange pas la situation. L'augmentation des salaires des fonctionnaires a obligé les gestionnaires municipaux à revoir leur budget. Pour l'équilibrer, il a bien souvent fallu tailler dans celui de la Santé ou de l'Education, quand ce n'est pas au niveau de l'amélioration des infrastructures communales.

Ces quelques lignes sont rédigées essentiellement pour rappeler un thème largement développé lors de l'AG 2016 à Moutier et rapporté dans *Le Réseau* N° 56 du mois d'août de la même année. A lire aussi les articles se rapportant au sujet, dans les dernières pages de ce numéro à la rubrique « Nouvelles de Roumanie ».

Christiane BÉGUIN & Vera ROSSEL

(1) Irène COSTELIAN, « La Roumanie malade de ses médecins à 400 € par mois », *Libération*, Paris, 10 octobre 2017.

(2) Ministère [français] de l'Economie et des Finances, Direction générale du Trésor, Paris, 30 août 2017 : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/17542_quels-principaux-axes-de-reforme-pour-le-systeme-de-sante-en-roumanie-

L'abandon scolaire

Réaction de Mme Violeta Barbu

Suite à l'article de M. Ion Vlasa sur « L'abandon scolaire », paru dans notre dernier numéro, nous avons reçu une réaction de Mme Violeta Barbu, bien connue de nos lecteurs. Elle avait elle-même été invitée à une de nos précédentes Assemblées générales et nous avait présenté la complexité du réveil de la société civile dans la Roumanie actuelle. Cela nous réjouit d'avoir de ses nouvelles et d'apprendre qu'elle a toujours du plaisir et de l'intérêt à suivre nos activités.

Cela fait quelque temps déjà que nous incitons nos membres à s'investir dans le domaine social, autre que le médical ou celui des interventions d'urgence (IGSU), parce qu'il est plus directement à leur portée et nécessite une infrastructure moins lourde... du moins en apparence! Certaines de nos associations ont commencé à réagir et à s'engager de façon directe dans ce domaine. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à demander à M. Ioan Vlasa de nous en parler, lui qui le connaît bien de par sa très bonne connaissance de terrain.

A l'époque où Mme Violeta Barbu était venue nous parler de la société civile roumaine ⁽¹⁾, elle nous avait dit qu'elle était engagée dans différents domaines sociaux, dont celui de l'abandon scolaire. C'est heureux qu'elle ait pu retrouver des informations croisées sur des projets qu'elle a, elle-même, soutenus. C'est aussi une information indirecte pour nous que nous ne nous sommes pas trompés de porte en frappant à celle de Monsieur Vlasa.

Avec sa permission, nous publions des extraits de sa lettre, pour inciter nos membres à persévérer dans la voie qu'ils ont choisie.

La Rédaction

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt ce dernier numéro et spécialement les articles concernant l'abandon scolaire.

C'est un thème qui me tient à cœur, car l'ONG dont j'ai été la présidente (FDP) a beaucoup travaillé dans ce domaine, dès les années 90, quand ce problème n'était pas encore identifié comme un grave problème de société !

Au début, nous avons utilisé l'instrument du parrainage pour soutenir les enfants à l'école. Le système a fonctionné pendant 20 ans – assez bien –, grâce à un support important de familles italiennes. Puis on s'est concentré sur la réhabilitation des écoles et la construction des centres « After school ». Mais la durabilité est toujours un problème dans les communautés où l'administration ne peut assurer la continuité d'un projet.

Nous avons ciblé en priorité les communautés rroms et j'ai retrouvé la description d'un projet plus récent (2010-2013) de notre ONG dans le rapport « Parte de carte », attaché à l'article de M. Vlasa (p. 9) ⁽²⁾.

Je me réjouis du fait que vous avez initié avec succès des partenariats dans ce domaine dans les villages. Il est vraiment nécessaire de soutenir l'éducation des enfants dans ces milieux, d'autant plus que, mises à part les autres multiples raisons, la migration a aussi touché ces communautés : les familles sont souvent devenues monoparentales ou, pire, les deux parents sont partis !

Je suis sûre que le savoir-faire de votre association, qui a toujours construit sur les rapports humains et sur la solidarité des groupes, fera la différence, par rapport à d'autres. (...)

Bonne chance dans ce que vous faites. Toute ma gratitude pour votre travail.

Violeta Barbu

⁽¹⁾ Voir *Le Réseau*, N° 47, août 2013, pp. 8-14.

⁽²⁾ Il s'agit des références du premier des textes complémentaires proposés à la fin de l'article : PREVENIREA ȘI CORECTAREA PĂRĂSIRII TIMPURII A ȘCOLILOR, POSDRU/91/2.2/S/60294, București, 2011. Studiul diagnostic privind situația abandonului școlar și părăsirea timpurie a școlii în mediul rural. (ndlr)

Représentations de l'OVR-Suisse à différentes rencontres

Tout au long de l'année, les membres du Comité – outre les réunions de comité proprement dites – ont représenté l'OVR-Suisse lors de différentes rencontres et manifestations. Comme chaque année et à la demande de plusieurs membres de l'association, voici un aperçu de leurs activités pour l'année 2017.

14 janvier	- Vevey – Hommage à Eminescu organisé par la ville de Vevey, l'Association Vevey-Goicea et l'Ambassade de Roumanie à Berne Représentants OVR : Christiane Béguin, Rose-Marie Koch, Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel
17 février	- Prilly – Assemblée générale et repas de soutien de l'Association Prilly-Brăduț Représentante OVR : Rose-Marie Koch
10 mars	- Bucarest (RO) – Rencontre avec le nouvel ambassadeur de Suisse Représentants OVR : Francisc Giurgiu et Pascal Praz
11 mars	- Brăduț (AG) – Visite de la commune partenaire d'Onex Représentants OVR : Francisc Giurgiu et Pascal Praz
22 mars	- Plan-les-Ouates – Assemblée générale de l'Association Sângeorgiu de Pădure - Plan-les-Ouates Représentant OVR : Alain Nicola
20-21 mai	- Brăduț (AG) – Remise de 2 véhicules aux autorités de la commune Représentants OVR : Francisc Giurgiu, Christiane & Pierre-Daniel Béguin, Pascal Praz, Vera & Hubert Rossel
11 juin	- Gherla (CJ) – Remise officielle d'un véhicule pour le SVSU de la ville Représentants OVR : Christophe Praz, Pascal Praz
16 juin	- Băile Tușnad (HR) – Remise d'une auto-échelle aux autorités Représentants OVR : Francisc Giurgiu, Christophe Praz, Pascal Praz
26 juin	- Andrieșeni (IS) – Visite à la commune partenaire de l'association Entr-Aides (Martigny-Croix) Représentants OVR : Francisc Giurgiu, Pascal Praz, Pierre Lebacq (PVR)
30 juin	- Orhei (MD, République de) – Remise d'un camion aux pompiers de la ville Représentants OVR : Francisc Giurgiu, Christophe Praz, Pascal Praz, Pierre Lebacq (PVR)
1-5 novembre	- Munteni-Buzău (IL) – Remise d'un tonne-pompe aux autorités de la commune Représentant OVR : Christophe Praz
17 novembre	- Nendaz – Assemblée générale de l'Association Nendaz-Gherla Représentants OVR : Vera & Hubert Rossel
1er décembre	- Berne – Fête nationale organisée par l'Ambassade de Roumanie Représentants OVR : Christophe Praz, Vera & Hubert Rossel
1er décembre	- Paris (F) – Fête nationale organisée par l'Ambassade de Roumanie Représentant OVR : Pascal Praz
2 décembre	- Paris (F) – Rencontre avec le Comité OVR-Solidarités (France) Représentant OVR : Pascal Praz

Il est à relever que les membres du Comité ont assumé personnellement les frais de tous leurs déplacements et d'hébergement, tant en Suisse qu'à l'étranger. Ces frais de représentation se montent à plus de CHF 8 000.-. Il en est de même pour les frais inhérents au Secrétariat, ainsi que pour les traductions et le montage du *Réseau*, effectués bénévolement.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Quatre sujets principaux pour ce tour d'horizon et, tout d'abord, en complément de ce numéro spécial sur la République de Moldavie, un article montrant l'état de la situation socio-économique et politique du pays dans ses relations difficiles avec l'Union européenne. Les questions inhérentes à la Roumanie sont d'une autre nature. Dans les domaines que nous suivons régulièrement, deux articles illustrent les difficultés rencontrées par le personnel médical dans le secteur de la santé publique, particulièrement dans le milieu hospitalier. La société civile est toujours aussi éveillée, en alerte, et manifeste en ce moment contre une réforme de la justice qui, selon elle, entrave la lutte contre la corruption. Et, dans le domaine de l'éducation, elle a aussi exprimé sa désapprobation face au désir de monopolisation de l'édition des manuels scolaires. C'est l'occasion de faire le point sur la situation actuelle de l'école en Roumanie : où elle en est et ce qu'elle coûte aux parents.

La Rédaction

République de Moldavie

Ces 100 millions d'euros de Bruxelles dont Chişinău ne verra pas la couleur

En juin dernier, l'Union européenne avait promis 100 millions d'euros d'aides à la Moldavie. Une somme dont Chişinău ne devrait finalement pas voir la couleur, en raison du rythme trop lent des réformes et de la persistance d'une corruption généralisée. Entre instabilité politique et patinage économique, le pays continue de s'enfoncer.

Mi-juin 2017, les ambassadeurs de l'Union européenne avaient approuvé un accord visant à verser une aide financière substantielle de 100 millions d'euros à la Moldavie : 60 millions sous forme de prêt et 40 millions sous forme de subventions. Cette somme devait venir compléter celles accordées par le FMI et par d'autres institutions internationales. Selon les donateurs, elle devait permettre de stabiliser l'économie moldave et de mettre en œuvre des réformes économiques. Reste que le versement en question était soumis à la réalisation d'objectifs validés par la Commission européenne et par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

Ainsi, début octobre, lors d'une réunion du Parlement européen, les représentants du Parti populaire européen (PPE) ont demandé la suspension de ces aides. En cause, le manque de réformes, la persistance d'une corruption endémique, les dérapages autoritaires du pouvoir et la modification du système électoral, malgré les recommandations de la Commission de Venise. Certains autres députés, notamment ceux de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, qui ont déclaré à maintes reprises leur soutien au Parti démocrate de Moldavie (PDM), ont souligné que suspendre l'assistance financière de l'UE augmenterait l'influence de la Russie en Moldavie.

Pour l'eurodéputé roumain Marian-Jean Marinescu, membre du PPE, la Moldavie doit remplir les conditions de l'UE avant de recevoir l'argent. Andi Cristea, membre du Parti social-démocrate roumain (PSD), estime quant à lui que la situation s'améliore progressivement et qu'il serait bon que l'UE collabore avec tous les partis du pays. Pour Veaceslav Negruță, expert de Transparency International et ancien ministre moldave de l'Économie, l'aide en question ne sera pas versée cette année et les autorités moldaves doivent accélérer les réformes structurelles demandées.

Pas de réformes ? Pas d'argent !

« Nous savions dès le début que cette assistance financière ne serait accordée que sous certaines conditions économiques et politiques. Il aurait fallu suivre les recommandations de la Commission de Venise

au sujet de la modification du système électoral. Le Premier ministre [français, ndlr], Pavel Filip, a annoncé que trente mesures n'avaient pas encore été appliquées cette année. Or le versement de l'aide en dépend », a-t-il déclaré pour la Deutsche Welle.

Le Premier ministre Pavel Filip a admis que la Moldavie ne recevrait certainement pas d'aide financière pour 2017, mais il estime que celle-ci sera versée l'année prochaine. « Le gouvernement Filip a déjà préparé une modification de la loi de finance pour réduire le budget. Une baisse de 2,5 milliard de lei (environ 124 millions d'euros) est à déplorer cette année. Une mission d'évaluation du FMI devrait arriver à la fin du mois et apporter quelques clarifications sur la situation financière. Et je crains que certains programmes du FMI ne soient également suspendus », poursuit Veaceslav Negruță.

Selon un rapport du think-tank Expert-Grup et de la Friedrich-Ebert-Stiftung Moldova, la situation se dégrade lentement dans le pays. La faible croissance n'a pas profité à la population, comme le montre la contraction de l'emploi, ce qui risque d'entraîner un nouvel exode des jeunes en âge de travailler. Pour Alexandru Fală, membre de Expert-Grup, la Moldavie cumule nombre de difficultés et cela se ressent sur la croissance économique, moins élevée que prévue.

« Aux problèmes systémiques non résolus depuis des années, comme la corruption, s'ajoute des évolutions politiques qui nuisent au pays et qui affectent le monde des affaires. Selon nos estimations, la croissance économique ne sera que de 3% cette année, un chiffre inférieur aux précédentes prévisions. Depuis 18 mois, les investissements dans le secteur privé sont en baisse et on déplore plus de fermetures d'entreprises que de créations », souligne l'analyste.

A Chişinău, on espère que les fantômes du passé récent ne se réveilleront pas, quand l'instabilité politique et les fraudes bancaires avaient failli couler le pays. Les ultimatums de l'UE mettent aujourd'hui la pression sur les hommes politiques moldaves, plus préoccupés par leurs luttes internes que par leurs propres citoyens. Pour l'heure, le pays est dépendant de financements extérieurs, et il revient aux politiciens locaux de tout faire pour que ces derniers soient versés. (Simion CIOCHINĂ [Traduit par Anna Marquer-Passicot], *Les Nouvelles de Roumanie*, 7 novembre 2017)

*** *** ***

La santé publique, un secteur malade en Roumanie

Les personnels de la fonction publique hospitalière ont manifesté le 19 octobre à Bucarest contre une loi menaçant de diminuer leurs revenus. Une colère de plus dans un système très malade, délaissé par ses médecins qui émigrent.

Depuis trois semaines, 190 000 médecins, infirmiers et autres acteurs du secteur de santé publique organisent des piquets de grève et se mobilisent pour que le gouvernement roumain revoie sa nouvelle loi sur les salaires. A partir du 1er janvier 2018, selon la dernière législation, les employés devront payer eux-mêmes les cotisations patronales, ce qui provoquerait une baisse d'au moins 22 % de leur rémunération.

« Le salaire net de base pour un médecin expérimenté passerait de 1 200 € à 900 € brut, déplore Gabriel Pedrica, vice-président du syndicat Solidarité sanitaire. Pour d'autres qui gagnent à peine 400 € par mois, les conséquences seront très lourdes. » Les syndicats ont déjà prévenu: si aucune volte-face politique n'intervient vite, ils lanceront une grève générale.

Un quart des postes hospitaliers vacants

Cette révolte en cours n'est que la partie visible d'une hémorragie qui frappe le système de santé roumain. « Quand on demande aux médecins ce qui les exaspère le plus, le problème des salaires arrive en troisième position, derrière l'absence de perspectives professionnelles et les faibles équipements des unités de soin », développe Gabriel Petrica.

Conséquence de cette situation, le personnel de santé fuit la Roumanie. Depuis 2007, selon l'Institut national démocrate, 43 500 médecins, dentistes, infirmiers, pharmaciens et sages-femmes ont rejoint l'Europe de l'Ouest, où ils touchent des salaires jusqu'à dix fois supérieurs à ceux de leur pays. En France, l'Ordre des médecins recense 4 733 praticiens roumains.

Si cet exode permet à certains pays de panser leurs déserts médicaux, il laisse des traces en Roumanie où plus d'un quart des postes de médecins hospitaliers sont vacants. « Les médecins et leurs auxiliaires sont épuisés car ils doivent travailler plus, enchaîner les gardes pour combler le manque de personnel », regrette Elena Blăjan, infirmière à Vaslui, ville de 55 000 habitants du nord-est du pays, d'où partent chaque année une centaine d'infirmières.

Inégale répartition du personnel

« Plus de 600 communes de plus de 1 500 habitants n'ont même plus de médecin généraliste », alerte Vasile Barbu, président de l'Association pour la protection des patients. Ces chiffres inquiétants placent la Roumanie, avec ses 2,2 médecins pour mille habitants, loin de la moyenne européenne de 3,4.

En outre, le système souffre aussi d'une inégale répartition du personnel. « Sur les 50 000 médecins présents, 15 000 exercent à Bucarest et 20 000 autres dans les sept ou huit plus grandes villes du pays où se trouvent des centres universitaires », détaille Gheorghe Borcean, président de l'Ordre des médecins. Autrement dit, deux-tiers des médecins couvrent les besoins d'un tiers de la population.

Seulement 4 % du PIB pour la santé

Tulcea, ville de 70 000 habitants au bord de la mer Noire, n'a pas de pédiatre. « Les patients doivent faire deux heures de route pour en trouver un, rapporte Vasile Barbu. Dans plusieurs départements, il n'y a qu'un oncologue pour 300 000 habitants, souvent sans les spécialistes nécessaires à ses côtés pour creuser les diagnostics... »

L'Etat roumain ne consacre que 4 % du PIB à la santé, qui « doit devenir une priorité nationale », estime Dorel Toreci, installé comme radiologue en France. « Les autorités locales devraient intervenir pour retenir les médecins et les aider à s'établir. Comme cela se fait en France. » (Aline FONTAINE [à Bucarest], La Croix, Paris, 19 octobre 2017)

*** *** ***

La Suisse finance des services médico-sociaux pour les habitants de la région du delta du Danube

Les caractéristiques naturelles du delta du Danube, ainsi qu'une infrastructure inadéquate, rendent la communication difficile pour la plupart des 15 000 habitants de la région. Le manque d'accès aux soins de santé est une préoccupation constante qui contribue à la vulnérabilité de la population. Dans certains endroits, l'attente de l'ambulance peut durer jusqu'à 7 heures! Le vieillissement de la population augmente le besoin d'un système de soins à domicile, afin de les aider à gérer les situations de solitude, de séparation des familles, de revenu inadéquat et de marginalisation sociale. Depuis 2016, dans le cadre de la contribution suisse à l'Union européenne élargie, la Suisse s'engage à améliorer l'accès aux soins de santé de base dans les zones reculées. L'objectif de la coopération avec les autorités roumaines est de développer et de mettre en œuvre un système intégré de services médico-sociaux dans les zones rurales. Des centres médico-sociaux sont en cours de construction ou de réorganisation dans sept municipalités roumaines de conditions diverses. Des médecins de santé communautaire, des spécialistes en gériatrie, des infirmières et des travailleurs sociaux soutiennent les membres de la communauté dans tous leurs problèmes médicaux et sociaux. Dans les sept municipalités pilotes, le concept de services sociaux et de santé intégrés est développé et testé en collaboration avec les communautés. Le concept général des projets pilotes contribue également au développement de mécanismes pour renforcer les capacités locales, en développant des ressources humaines dédiées capables de travailler en équipes interdisciplinaires, en évaluant les besoins des personnes et en répondant à ces besoins de manière efficace.

Trois communes du Delta du Danube bénéficient de ce projet: Maliuc, Bestepe et Luncavita. Par exemple, la commune de Maliuc est composée de 5 villages situés à une certaine distance les uns des autres, des deux côtés du Danube. Le projet SMS Delta Maliuc a débuté en avril 2016 dans le but de faciliter l'accès du personnel médical aux villages isolés et d'améliorer l'accès des personnes de Maliuc aux services médicaux spécialisés. Le centre d'activités a été établi dans 2 villages de la commune, Maliuc et Gorgova. Grâce à ce projet, un système de soins à domicile, réduisant la marginalisation sociale des personnes âgées a été mis en place. Le centre DELTA Maliuc a été équipé et est déjà opérationnel; une infirmière communautaire et cinq préposés qualifiés aux soins à domicile, embauchés pour le projet, offrent des services de soins à domicile de base aux aînés de la commune.

Au cours de la première année seulement, dans les sept communes pilotes du projet, un total de 200 patients ont reçu des soins et 500 personnes ont bénéficié de la prévention; 25 soignants ont été formés, embauchés par les municipalités. Le montant total accordé à ce projet par le biais de la contribution suisse s'élève à CHF 1,5 million, tandis que les communes contribuent pour au moins 15 % des coûts. (Bureau de la contribution suisse, Ambassade de Suisse en Roumanie, SRCP External Newsletter [traduit de l'anglais], octobre 2017, Bucarest)

*** *** ***

En Roumanie, la société civile en état d'alerte permanent

Près de 35 000 Roumains viennent de manifester à Bucarest contre le projet de réforme judiciaire du gouvernement. Depuis la mobilisation

inédite de l'hiver dernier, l'engagement citoyen dépasse la rue et se structure à travers le pays.

Avec le froid qui frappe déjà la Roumanie, Andi Cârlan a ressorti les vêtements qu'il portait pendant les grandes manifestations de l'hiver dernier contre la corruption. Ses pancartes et slogans n'ont pas changé non plus. Dimanche dernier, en face du siège du gouvernement à Bucarest, il a encore crié : « *Nous ne voulons pas d'une nation de voleurs !* ». Avec lui, 35 000 Roumains ont protesté contre le projet de réforme judiciaire que veut faire passer le gouvernement et qui menace l'indépendance des magistrats, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Quand le ministre de la justice a indiqué son intention de réformer la justice, le 23 août, une nouvelle union de 28 groupes civiques disséminés dans le pays, le collectif Contrat Roumanie, a aussitôt réagi par un communiqué et appelé à manifester le soir même sur la place de la Victoire. « *Les autorités voient jusqu'où elles peuvent aller en fonction de la réaction de la rue* », constate Diana Maria Voicu, une des instigatrices du Contrat.

Andi aussi a décidé d'aller plus loin dans sa lutte pour un Etat de droit. Depuis avril, ce trentenaire se retrouve avec une dizaine de citoyens, chaque semaine, dans un grand appartement de la capitale pour animer l'émission « Rezistentă 360 ». Sous la forme d'entretiens avec des acteurs influents, ils débattent des problèmes du pays à l'antenne de cette chaîne alternative suivie par 50 000 personnes sur les réseaux sociaux. Le 31 octobre, l'équipe a reçu l'égérie de la lutte contre la corruption, la procureure en chef de la Direction nationale anticorruption Laura Codruta Kovesi.

« *Depuis la chute de Ceaușescu, les citoyens ont eu l'occasion d'être au premier plan, mais ils ne l'ont pas fait, ce qui est indigne d'une démocratie. Maintenant que nous nous sommes réveillés, nous voulons être cette génération qui met les pieds dans le plat, qui refuse qu'une poignée de dirigeants pillent le pays* », explique Andi. Longtemps lui-même est resté indifférent à la vie publique, occupé à travailler et à fonder sa vie de famille. En novembre 2015, il a participé à sa première manifestation au lendemain de l'incendie dans la discothèque Colectiv de Bucarest, qui a fait 64 victimes, à cause d'un défaut de sécurité connu des gérants. « *Colectiv, c'était grave, mais c'était un cas. Cette année, nous avons compris que les manigances des autorités pouvaient affecter tout le pays et le transformer petit à petit en une dictature* », s'inquiète Oana, mère de 41 ans et membre de « Rezistentă TV ».

Ces nouveaux activistes entendent s'imposer comme un lobby politique, attentif aux moindres faits et gestes déplacés de leurs dirigeants. Ils espèrent faire mouche à l'antenne auprès de « *ceux qui votent encore pour le Parti social-démocrate (ex-Parti communiste, NDLR) malgré le mal qu'il fait au pays, et qui sont manipulés par les chaînes privées dont les patrons sont liés aux partis traditionnels* », précise Andi. Ils dépassent aussi les frontières pour alerter sur l'état de leur pays, avec leurs lettres aux chefs d'Etat des pays de l'Union européenne et de l'Otan.

Ces initiatives citoyennes se structurent dans toute la Roumanie. Un site de financement participatif a même vu le jour pour les encourager. Depuis mars, 880 donateurs ont investi 26 000 € dans un Fonds pour la démocratie et permis d'impulser huit projets, comme des écoles de la démocratie pour fournir des outils d'enseignement civique aux professeurs, alors que cette matière est délaissée dans les programmes scolaires.

Selon le politologue Cristian Pârvolescu, « *ces jeunes sont issus de cette nouvelle classe moyenne éduquée, vivent en ville, sont très réactifs sur les réseaux sociaux, mais la Roumanie est un pays fracturé. L'autre moitié du pays, rurale, pauvre, semble hermétique à leurs idées* ». Cette société civile émergente a donc encore du chemin à parcourir avant de s'imposer comme une vraie force d'opposition. « *Espérons seulement que nous serons les derniers à lutter, même si le combat doit durer trois ans, jusqu'aux prochaines élections* », soupire Diana Maria Voicu, de Contrat Roumanie. (Aline FONTAINE, La Croix, Paris, 9 novembre 2017)

*** *** ***

Roumanie: nouvelles manifestations contre une réforme de la justice

Manifestation à Bucarest le 12 novembre 2017 à côté du siège du PSD (parti social-démocrate). Environ 3 000 Roumains ont manifesté dimanche à Bucarest pour «défendre l'indépendance du pouvoir judiciaire» en signe de protestation contre un projet de loi qui va affaiblir les mesures anti-corruption. La Commission européenne a averti la Roumanie que sa tentative de refondre son système de justice pourrait saper les efforts visant à éradiquer la corruption rampante.

Plusieurs milliers de Roumains ont à nouveau protesté dimanche contre un projet de réforme de la justice, qui risque selon eux d'entraver la lutte contre la corruption, et dénoncé des mesures économiques « *incohérentes* » du gouvernement de centre gauche.

A Bucarest, un millier de personnes, des jeunes pour la plupart, ont marché jusqu'au siège du Parti social-démocrate (PSD), en scandant « *Voleurs* » et « *PSD, la peste rouge* ».

« *Nous ne pouvons pas faire confiance aux dirigeants, ils veulent mettre la justice sous contrôle politique* », a déclaré à l'AFP l'un des manifestants, Iulian Sandu, un informaticien âgé de 42 ans.

Un projet de loi en débat au Parlement prévoit que le parquet anti-corruption (DNA) verra ses compétences réduites et ne pourra notamment plus enquêter sur des magistrats, tandis que le ministère de la Justice renforcera son contrôle sur les procureurs.

En janvier, le gouvernement avait tenté d'assouplir les lois anticorruption avant de faire marche arrière sous la pression des manifestations d'une ampleur sans précédent depuis la chute du communisme.

Les manifestants ont également critiqué une réforme fiscale adoptée cette semaine par le gouvernement, contestée aussi bien par les syndicats que par les patronats. Le point le plus controversé porte sur le transfert à la charge des salariés des cotisations jusque là payées par les employeurs. Selon les syndicats, cela risque d'aboutir à une amputation des salaires dans le privé pouvant aller jusqu'à 20 %.

Les petits entrepreneurs craignent pour leur part que cette réforme n'entraîne une hausse des impôts.

« *Ces mesures incohérentes ont des effets palpables: le leu (la monnaie locale, ndlr) s'est dévalorisé, le prix de l'essence a augmenté. Je calcule déjà mes pertes pour l'année prochaine* », dit Claudiu Dumitrescu, 35 ans, patron d'une petite entreprise de restauration.

Des manifestations ont également eu lieu à Cluj (nord-ouest), Timișoara (ouest) et Brașov (centre), selon les médias.

Dimanche dernier, plus de 20 000 personnes avaient manifesté en Roumanie, dont 12 000 à Bucarest. (Agence Belga, Bruxelles, 12 novembre 2017)

*** *** ***

En Roumanie, la société civile veille contre les "dérives" du pouvoir

Bucarest - Ils impriment des tracts, distribuent des badges, épluchent les décisions du gouvernement: depuis les pressions l'hiver dernier sur la justice anti-corruption, de nombreux jeunes Roumains restent mobilisés pour empêcher les "dérives" de la majorité de centre gauche.

"Je ne peux pas rester les bras croisés quand je vois autant d'injustices", résume Mihai Tudorica, un informaticien bucarestois âgé de 35 ans.

Le défilé pour lui, comme pour nombre de ces Roumains qui ont encore manifesté dimanche [12 novembre, ndlr] dans plusieurs grandes villes, fut l'offensive lancée en janvier par le gouvernement pour assouplir la législation anti-corruption. Devant la contestation populaire sans précédent, la majorité formée autour des sociaux-démocrates avait fini par reculer.

"J'ai commencé par descendre dans la rue mais j'ai vite compris que cela ne suffisait pas, alors j'ai fondé un groupe Facebook +600.000 pour la Roumanie+ (en référence aux centaines de milliers de protestataires de l'hiver, ndlr), devenu quasiment un deuxième job pour moi", explique Mihai à l'AFP.

En plus d'appeler à la mobilisation, ce groupe passe au crible les décisions du gouvernement, issu des élections de décembre 2016, pour signaler "les dérives et les inepties", dit-il.

Actuellement, un nouveau projet visant à réformer le système judiciaire est en débat au Parlement. Selon ses détracteurs, ce texte renforce le contrôle du ministère de la Justice sur les procureurs et réduit les compétences du Parquet anti-corruption (DNA), qui a obtenu ces dernières années des succès notables dans la lutte contre ce fléau.

- 'Pas de confiance' -

"Nous ne pouvons pas faire confiance aux dirigeants, ils veulent mettre la main sur la justice", lance Iuliu Sandu, 42 ans, manager d'une petite entreprise informatique, tout en distribuant des tracts énumérant les "arnaques" des sociaux-démocrates.

Les scandales de corruption affectant le monde politique ponctuent l'actualité roumaine depuis des années. Dans son rapport annuel sur la justice du pays paru mercredi, la Commission européenne a mis en garde Bucarest contre un risque de retour en arrière, qualifiant la question de l'indépendance judiciaire de "source de préoccupation persistante".

Andi Cărlan, 35 ans, qui travaille dans les assurances, a lui aussi décidé de s'investir, en réaction contre le penchant des "Roumains à attendre un +sauveur+".

"Les citoyens ont des droits mais aussi des responsabilités; nous devons abandonner l'idée selon laquelle +l'Etat doit faire ci et ça+ pour nous", dit-il.

Ce père de famille a créé avec des amis une chaîne de télévision en ligne, Rezistentă TV, pour "informer et éduquer", en faisant appel à des experts dans différents domaines.

Si ces amateurs revendiquent une audience d'au moins 150.000 personnes par semaine pour leurs émissions sur les réseaux sociaux, le nombre de spectateurs a été "multiplié par cinq" le jour où Laura Codruta Kövesi, cheffe du DNA et bête noire des politiques, est venue dans le studio improvisé pour une interview.

- Le réveil -

Cet activisme ne touche pas que la capitale. Une dizaine d'associations basées dans autant de villes moyennes ont fondé une plateforme, "Contract Romania", qui vise à une meilleure coordination de "tous ceux qui soutiennent la démocratie libérale, l'Etat de droit et les droits de l'homme".

L'hiver dernier, lorsque la vague de contestation battait son plein, des slogans pour la démocratie ont retenti dans tout le pays comme jamais depuis le soulèvement anticomuniste de 1989.

"Nous nous sommes réveillés et sommes de plus en plus conscients de l'impact des décisions du gouvernement sur notre vie", confie la fondatrice de l'association "Civica" de Iași (nord-est), Alexandrina Dinga, 32 ans, diplômée en écologie.

"Qu'il s'agisse de manifestations, de bénévolat ou d'implication dans la vie politique, nous assistons à une mobilisation accrue des jeunes, qui est beaucoup plus visible grâce aux réseaux sociaux", indique à l'AFP le sociologue Claudiu Tufiş.

S'il culpabilise d'avoir négligé sa famille, Andi Cărlan se prépare déjà pour la prochaine manifestation, avec le drapeau roumain qu'il brandit à chaque fois.

Dans un pays où la cote de confiance des partis est très basse, il confie avoir considéré une entrée en politique: "je le ferai uniquement par nécessité, si un jour je m'énervais comme lors de l'assouplissement du Code pénal et constatais qu'aucune personnalité crédible (...) ne veut franchir ce pas". (AFP, Paris, 16 novembre 2017)

*** *** ***

Où en est l'école roumaine ?

Où en est l'école roumaine ? Et combien coûte-t-elle aux parents d'élèves ?

Les résultats inquiétants aux derniers examens du baccalauréat – seulement 67% de réussite au niveau national –, tout comme un taux de chômage en hausse chez les jeunes – 21,8% au premier trimestre 2016, selon l'Institut national de la statistique – remettent en question la viabilité des programmes scolaires dans les écoles roumaines. Selon la dernière enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) qui a évalué l'année dernière les performances des adolescents de 15 ans dans le monde, la Roumanie se classe 48ème sur 72 pays, derrière les Bulgares et les Hongrois. « Cette étude révèle une réalité bien triste, estime le sociologue Adrian Hatos. Incapable de combler les carences éducationnelles dans les familles, l'école roumaine finit par creuser davantage les écarts socio-économiques entre les enfants, et continue de diviser la Roumanie en deux : l'une urbaine et plutôt performante, l'autre rurale et pauvre. » Côté performance, les élèves roumains ont toujours été parmi les meilleurs aux Olympiades de mathématiques et autres matières (...). Les bons professeurs font bon ménage avec les bons éléments. « J'ai la chance de travailler avec des élèves très motivés, ce qui me permet de placer la barre assez haut. A voir leurs résultats, je me sens très satisfaite », affirme Claudia Vasile qui enseigne l'espagnol dans un collège public renommé de Bucarest. Revers de la médaille, il arrive souvent que l'élève moyen soit négligé. C'est le cas de Radu qui, au bout de quatre ans dans un établissement public bien coté de la capitale, a finalement choisi le lycée français Anna de Noailles. « Cela me coûte plus cher, concède son père, Dragoş Marinescu, avocat.

Mais le système public d'enseignement n'arrive pas à assumer l'éducation de l'élève moyen. Il encourage à tout prix la performance scolaire au bénéfice des meilleurs. »

« Nombre d'enfants roumains n'aiment pas l'école, estime Irina Şubredu, psychologue et mère de deux enfants de 10 et 5 ans et demi scolarisés dans le privé à Iaşi. *J'ai déjà eu affaire au système public, je le trouve anachronique, il étouffe la créativité* », soutient cette mère qui débourse désormais 550 euros par mois pour les frais de scolarité de ses enfants.

Alina Cibeia est médecin pédiatre à Bucarest et mère de deux filles de 10 et 12 ans. Elle investit en moyenne 300 euros par mois dans leur éducation, notamment pour les cours privés. « *Je suis toutefois contente des professeurs de mes enfants et du niveau d'enseignement dispensé dans le public* », dit-elle, tout en avouant qu'il faut parfois mettre la main au portefeuille pour combler certains manques. « *Afin de fonctionner plus ou moins convenablement, l'école publique a besoin du soutien financier des familles* », confirme Iulian Cristache, président de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves.

De fait, l'éducation roumaine est la plus pauvre d'Europe : l'Etat ne dépense que 824 euros par an et par élève, bien en dessous de la Norvège (4000 euros), du Royaume-Uni (3300 euros), ou même de la Bulgarie voisine (environ 1000 euros). Et même si les salaires des enseignants ont été augmentés de 15% depuis le 1er février, ce sont surtout les investissements dans les infrastructures et les élèves qui manquent cruellement. Les enfants de 2 à 18 ans se voient verser mensuellement une allocation de 18,5 euros à laquelle s'ajoute parfois, en fonction de leur situation familiale ou des résultats scolaires, une bourse d'études dont le montant varie selon le budget des municipalités locales. Si une école du 2ème arrondissement de Bucarest récompense les bons résultats par 88 euros mensuels, une autre, par exemple à Sebeş, petite ville située à 17 km au sud d'Alba Iulia, ne disposera que de 18 euros. Car l'enveloppe réservée à chaque école dépend aussi du nombre d'élèves. « *Les écoles des grandes villes sont surpeuplées, alors qu'à la campagne, elles sont presque abandonnées et cruellement sous financées* », ajoute Iulian Cristache.

Une réalité aux graves répercussions, avertit le sociologue Adrian Hatos. « *Cette hiérarchie des écoles selon des critères aléatoires conduit forcément à une discrimination vis-à-vis de certains enfants. Or, le but de l'école est aussi de former des citoyens dotés d'une bonne estime de soi, et qui ne se résigneront pas devant l'échec.* » Mais pour l'instant, c'est aux parents et aux professeurs de se serrer les coudes afin d'assurer une éducation correcte aux enfants et adolescents. Dans plusieurs collèges, des classes payantes avant ou après les cours permettent aux élèves de faire leurs devoirs assistés par un enseignant. Une solution adoptée par Costinela Carane, mère de Diana, 13 ans : « *Cela me coûte environ 240 euros par mois, soit 25 % de mes revenus mensuels, mais les résultats sont encourageants.* »

En privé

Un peu plus de 100 000 enfants et adolescents fréquentaient l'année dernière le système privé en Roumanie, selon des données du ministère de l'Enseignement. La plupart habitent Bucarest, Constanţa, Cluj et Iaşi. Chaque année, leurs parents paient des frais de scolarité allant de quelques centaines à plusieurs milliers d'euros. À titre

d'exemple, le lycée privé le plus cher de Bucarest coûte environ 20 000 euros par an. Selon le budget 2017, ce système privé se verra octroyer 25 millions d'euros, une enveloppe qui lui permettra, selon ses représentants, d'investir davantage dans les équipements et les salaires, sans pour autant baisser les frais d'inscription. (Ioana LAZĂR, Regard N° 78, Bucarest, mars 2017)

*** **

Education : un parfum de communisme

Au mois d'août dernier, le ministère roumain de l'Education a élaboré un projet de loi portant sur les manuels scolaires, projet qui lui permettrait d'instituer un monopole sur les manuels et d'imposer du même coup un manuel unique. La société civile a immédiatement réagi : enseignants, élèves, intellectuels, écrivains sont descendus dans la rue. Depuis plus d'un mois, ils réclament ainsi le droit à une éducation de type occidental et celui de choisir les manuels scolaires. A la mi-septembre, l'année scolaire étant déjà commencée, le ministère a émis une ordonnance interdisant l'utilisation des manuels auxiliaires (recueils d'exercices, cahiers de devoirs de vacances, cahiers destinés aux élèves, etc.), dans l'attente d'un changement de méthodologie, informe le quotidien *Evenimentul Zilei*. L'ordonnance stipule que « *les manuels scolaires auxiliaires pour l'enseignement primaire et secondaire doivent être accrédités* ».

Pour que la loi puisse entrer en vigueur, le projet doit être validé par les deux chambres du Parlement. Le 20 octobre, le ministère de l'Education a annoncé que le projet serait soumis au Parlement pour validation vers le 20 novembre. La revue *Dilema Veche* a consacré sa une au débat, sous le titre *Ana a des manuels ?*, en référence au personnage d'Ana, qui illustre les abécédaires de l'époque communiste. (*Courrier International*, Paris, N° 1410, 9-15 novembre 2017)

*** **

Roşia Montană et les « tribunaux d'arbitrage »

« *Envoyé spécial* » a diffusé le 16 novembre 2017 une enquête montrant la situation dans laquelle se trouve l'Etat roumain face à la multinationale qui voulait exploiter les mines d'or de Roşia Montană.

Voir le lien ci-dessous pour accéder à l'éclairage capital pour comprendre la suite de ce qui pourrait arriver...

"Quand une entreprise étrangère s'estime commercialement lésée par la décision d'un Etat, elle peut le poursuivre devant un tribunal privé, qui siège à Washington, Londres ou Paris. Ces tribunaux d'arbitrage internationaux sont peu connus du public, c'est pourtant bien l'argent des contribuables qui est en jeu. Nous avons enquêté sur cette justice parallèle, cette lutte secrète entre des intérêts privés gigantesques et l'intérêt général. Une enquête de Maud Gangler diffusée dans "Envoyé spécial" le 16 novembre 2017."

http://mobile.francetvinfo.fr/economie/video-multinationale-contre-etat-la-loi-du-plus-fort_2467660.html#xtref=http://m.facebook.com

Assemblée générale 2018

2018 : c'est les 30 ans du mouvement OVR né en 1988... Nous aurons l'occasion d'y revenir durant l'année.

2018 : c'est aussi la fin de la mise en application du Fonds pour les partenariats du Programme de coopération Suisse-Roumanie...

Aussi, à l'occasion de notre Assemblée générale annuelle du

samedi 5 mai 2018 à Neuchâtel,

le Comité OVR-Suisse a souhaité laisser la parole aux différents partenaires de ce Programme de coopération Suisse-Roumanie pour

- découvrir d'autres projets réalisés en Roumanie grâce au soutien des citoyens suisses...
- rencontrer d'autres organisations, comme nous, présentes sur le terrain en Roumanie et vous permettre de mettre en avant vos activités dans vos villages...
- partager nos expériences, mais aussi relayer nos idées et, peut-être, notre champ d'action dans notre village roumain....

C'est donc dans cet état d'esprit que se déroulera l'après-midi de notre Assemblée générale, peut-être un peu différente des autres années... pour cette année anniversaire 2018...

Les informations sur le déroulement de cette rencontre vous parviendront avec la convocation pour l'Assemblée générale.

D'avance, merci de réserver cette date, et, d'ores et déjà, merci de votre présence, de votre participation à cette journée 2018.

Pascal Praz



<https://i.pinimg.com>

Tous les membres du
Comité OVR-Suisse
vous présentent leurs
meilleurs vœux
pour 2018!

Le prochain numéro du Réseau paraîtra en avril 2018. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 mars au plus tard. Merci !